

PROSPER

19

ECOLOGIE / DISTRIBUTISME / USAGES

Pour la maîtrise de leurs usages par les usagers

Tous comptes faits et refaits

si le libéralisme est juste

la planète
est fausse

- Décroissance : méprise sur l'objectif.
- La croissance par la décroissance ou le capitalisme vert
- « Grenelle de l'environnement » ou comment réduire les têtes écolos
- « Maîtrise des usages » : attention !
- Anti-utilitarisme spontané, théorique et militant
- **PROSPER** fait son marché, suite...

*Ce cahier a été rédigé au cours de l'été 2007
durant lequel les médias ont confirmé
la reconversion du capitalisme en capitalisme « vert »¹.*

*Le texte² d'une intervention faite à Royère en Vassivière
dans le cadre d'une réunion des Objecteurs de Croissance.
revient sur la sortie possible de la double impasse
dans laquelle les post-écologistes sont bloqués.
Il reprend et développe notre engagement,
en faveur d'une économie qui ne soit plus fondée
sur la croissance des profits monétaires,
et de l'urgence, si on veut sauver la planète,
d'y intéresser l'ensemble de ses usagers
et non plus le seul public « conscientisé ».*

*La discussion en cours au sein du MAUSS³
(Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales)
pour savoir s'il y avait une réponse « maussienne »
spécifique à l'alternative croissance/décroissance
perce dans « PROSPER fait son marché », 4 et 5.
Cette discussion nous a semblé en effet en mesure d'approfondir
les bases mêmes de ce sympathique mouvement.
Le projet de faire la décroissance est nul et non avenu
s'il ne s'accompagne de la maîtrise des usages
et des utilités qu'ils déterminent.
Mais cette maîtrise ?
Laquelle et comment ?
Une économie liée à l'obligation de faire des profits monétaires
ne rend-elle pas dérisoire toute tentative de maîtriser des « utilités »
dont l'utilité principale
est de profiter à la redistribution des profits monétaires ?
L'indécision « maussienne » à l'endroit d'« utilités »
aussi graves que celle du Marché,
nous a conduit à réinterpréter le concept même d'anti-utilitarisme
en montrant que la résistance aux « utilités » n'est l'apanage de personne
et que « l'anti-utilitarisme » pourrait bien mener le monde....
La protestation « maussienne » contre le modèle standard « utilitariste »
peut dès lors se prolonger en promotion d'une société
ouverte à l'expérienciation permanente,
où l'attitude critique envers « l'utile »
serait soutenue par un modèle économique et politique en rapport.*

¹ Cf. *Le Monde Diplomatique*, *Les cinq mythes de la transition vers les agrocarburants* (Eric Holtz-Giménez, Août 2007)

² Il figure au début du cahier, p. 6.

³ « *Le MAUSS a pour ambition de s'opposer à un utilitarisme généralisé qui expliquerait l'ensemble des actions humaines par la recherche de l'intérêt individuel. Sans tomber dans l'excès inverse - qui privilégierait la gratuité - le MAUSS s'efforce de penser le caractère originel de l'obligation de « donner, recevoir, et rendre » qui n'est pas réservé aux sociétés archaïques et s'étend aux sociétés contemporaines* » (*Revue semestrielle du MAUSS* n° 29, 2007, p. 109).

J.-Paul Lambert a publié dans la revue plusieurs articles où le sujet traité (religion, éducation...) était mis en rapport avec les options « distributistes ». C'est dans l'ancienne formule qu'a été imprimé pour la première fois le mot *usologie* (*Pensez usages, plaidoyer pour l'usologie*, n°14, 1991- référencé par erreur à J.-Pierre L.).

Entre accord et refus



Quiconque tente d'introduire une idée nouvelle se heurte à deux murs. Celui de l'accord et celui du refus⁴. *Ah oui, c'est bien, vrai ce que vous dites, si tout le monde pensait comme vous, si on pouvait...!* Mais - soyons réalistes : il faut faire avec le Marché..., la concurrence..., les banquiers... *Vous croyez que les maîtres du monde se laisseront déposséder comme ça ? Sans compter que votre truc ne tient pas compte de la nature humaine !*

Dans un tout autre contexte - l'existence du bloc soviétique était alors un souci plus important que le réchauffement planétaire - et plaidant pour une tout autre cause Jean-Paul Jouary et Arnaud Spire décrivent la double impasse.⁵

Des chansons, des écrits, des comportements collectifs traduisent peu à peu le nouvel état d'esprit ; révoltes et mécontentements multiformes donnent des coups de boutoir aux institutions régnantes... Des utopies prolifèrent alors, jusqu'au cœur des idéologies et croyances qui gardent le plus sûrement les traditions conservatrices.

Jamais le mot « anticapitalisme » n'a été aussi souvent prononcé⁶. On dénonce à tout va les abus du Marché. Après quoi on utopise ingénument sans quitter le navire (le fauteuil). Ex. : étêter les revenus des excessivement riches (puisque *des riches* il en faut), amortir les risques du chômage et des délocalisations par un revenu minimum d'existence pour tous, notez bien, financé par la redistribution des profits monétaires (puisque *des profits* il en faut)... Il en faut pourquoi ? - *Oh...??*

C'est toujours au fond des comportements populaires que frissonnent d'abord les prémisses des révolutions à venir ; et c'est toujours au cœur de ces frissons que s'enracinent les tentatives théoriques d'en esquisser les contenus. Leur philosophie s'écrit dans la rue, mais sans souci de rigueur et de cohérence globale. C'est pourtant bien dans la rue que prend forme la philosophie critique de l'état de choses existant, comme la théorie constructive de l'état de chose auquel un peuple aspire confusément.

Observez la prolifération des formes de résistance au modèle standard, les niches de survie et d'entraide qui se créent en marge : des récupérations aux monnaies parallèles, qui impliquent tout un ensemble de « dons » et réciprocités, en passant par les courses éperdues au moment des soldes. Observez, sous la fascination qu'elles exercent, la désaffection croissante à l'égard du spectacle télé ou politique...

⁴ Terme employé lorsqu'un cheval « cale » devant un obstacle. « Doute » est trop faible.

⁵ Penser les révolutions, Messidor/Editions sociales, 1989

⁶ A noter que fin Août 2007 Olivier Besancenot employa « altercapitalisme » et non plus « anticapitalisme », montrant ainsi qu'il était prêt à entrer dans une gauche « de gouvernement »...

Le mouvement du monde est porteur d'idées, même si les acteurs de ce processus n'accèdent que difficilement et contradictoirement aux idées qu'ils font naître dans les pratiques sociales.

Il y a plus d'« idées » changeuses dans le quotidien qu'il n'y en aura jamais dans la tête d'un penseur ! Ce qui devrait les rendre modestes, mais pas au point de désespérer :

C'est pourquoi jamais les théoriciens ne feront l'histoire, même si la mise en cohérence théorique des idées dont le monde est porteur devient, à un moment donné, condition décisive d'une révolution sociale. Les masses qui font l'Histoire n'accèdent pas pour autant de façon spontanée à leur pensée devenue monde. C'est pourquoi la réalisation des desseins populaires a besoin de théoriciens.

Plus une société structure ses institutions politiques
et médiatise ses légitimations idéologiques,
plus la pensée de chacun tend à s'inscrire dans ces modèles,
moins elle risque d'en envisager d'autres.

Une fois isolés les obstacles au mouvement social [ex. : l'obligation de croissance des profits monétaires], une fois définies par la pensée les transformations structurelles pour les lever, une fois conçu le type de formation sociale objectivement souhaitable [lisez PROSPER !], comment convaincre de rassembler la majorité d'un peuple dont l'horizon est massivement limité sous le poids de la logique qui structure son expérience quotidienne ? On ne peut rassembler sans commencer, d'une manière ou d'une autre, à convaincre, et on ne peut convaincre sans s'appuyer sur une quelconque expérience.

C'est ce que j'essaie pourtant de montrer, car ce qui se fait déjà en matière de « niches » préfigure l'avenir et pourrait se faire en grand, naturellement, et non plus sous la forme d'humiliantes petites ruses ? Mais avec mes *niches* et mes *ruses* je gâche tout. Et humiliantes ? Pourquoi ? Niquer le système, on se marre !

Pour rassembler les gens autour du projet de construire une nouvelle société, il faudrait que ces gens aient précisément la conscience et l'éthique dont l'acquisition ne peut se répandre que dans la société à venir. Platon ou Rousseau avaient déjà perçu cette contradiction.

Merci Platon, merci Rousseau, mais vous citer ne nous avance pas. Surtout si on ajoute que *le mouvement même des sociétés rend à la fois plus difficile et plus urgente la constitution d'un rassemblement majoritaire des citoyens pour révolutionner la logique de développement de leur formation sociale*. Car si c'est « ainsi », qu'est-ce qu'on fait ? Par où est-ce qu'on urge - ou au contraire attend ?

Par la constitution de majorités, semblent suggérer nos deux auteurs, dans le droit fil d'une « démocratie » qui se prouve d'une manière toute mécanique par le nombre de voix qui se portent sur un candidat et son parti. Les difficultés et urgences que relèvent Jouary et Spire s'inscrivent donc, *elles aussi*, dans « les modèles généraux qui façonnent la logique de la société ».

Tu iras à la piscine quand tu sauras nager... Tu pourras changer de société quand tu en auras fait une autre. Tu constitueras une majorité quand il y en aura une de prête. Tu ne seras pas nageur ou majeur avant, c'est bien clair. A moins qu'une catastrophe...

- *Hé ! Quand il n'y aura plus de pétrole... ? Qu'est-ce que vous en dites ?*

Et de la catastrophe de la reconversion du capitalisme en capitalisme vert, largement entamée ? Quelle pédagogie vous tirez ?

Nous avons prêché la dépollution... On nous la sert à la pompe ! Agrocarburants garantis ! Nous avons voulu la décroissance ? Elle arrive, assortie de superprofits ! L'idée de faire du capitalisme avec l'écologie était depuis longtemps dans l'air ! Elle a pris, elle vous prend. Tout préoccupé de la croissance de votre auréole de simplicité volontaire, vous seriniez votre anti-capitalisme sans attaquer son modèle à la base, en dénonçant ses conséquences, pour les corriger.

Saviez-vous même ce que vous revendiquiez quand vous parlez d'écologie, et même d'écologie « politique » ? Une planète plus propre ? C'était un peu court. Et d'autres mots rassembleurs davantage encore - même en les mettant bout à bout. Si la catastrophe, c'était vous ? (et moi donc, qui ai tenu mon petit rôle dans cette soupe trente ans durant, avant de faire un puis deux pas de côté – v. plus bas).

A la catastrophe du capitalisme vert que le *Grenelle de l'Environnement*, avant même d'avoir eu lieu, est en train de révéler (LA DECROISSANCE de Sept. 2007), **PROSPER** s'est depuis quelque temps déjà préparé, et à sa pédagogie aussi.

L'obligation de croissance des profits monétaires, qui définit la « santé » du capitalisme, ruine la planète. Le salut de la planète n'est donc pas soluble dans le capitalisme. Il faut donc mettre en place une économie qui ne soit plus liée à aucun profit monétaire (*premier pas*). A sa mise en place il faut intéresser l'ensemble des usagers (*deuxième pas*) avant qu'ils ne descendent dans la rue et se fassent récupérer par un écificateur...

A quelques semaines d'un voyage à Bayeux, le souvenir me revient du jour où, quatre ans après voir lancé un fameux Appel, De Gaulle remit les pieds sur « le sol de France » et traversa la petite ville récemment bombardée... Il avait eu contre lui les « réalistes » du pétainisme comme **PROSPER** les « réalistes » du profit monétaire et du Marché (que ça n'empêche pas de crier à la marchandisation).

L'histoire qui se fait aujourd'hui déborde de partout celle du territoire français et même européen, mais le message est le même. Arrêtez de vous déshonorer avec la gauche ou la droite. Reprenez en mains vos capacités de création en matière de produits et services. Le totalitarisme libéral a vaincu par des moyens économiques. Il le sera par d'autres (dont nous nous n'avons aucune raison de rougir). Que dites-vous du fait que la fortune des 200 gusses les plus riches égale les revenus des 2 milliards les plus pauvres ?

Les priviléges des nobles n'étaient pas la fin de l'histoire. L'apartheid non plus. Pourquoi la croissance des profits monétaires le serait ?

Creuse toujours

Parlons franc. Croissance, décroissance, de quoi on cause ?

Quand nous disons DECROISSANCE nous avons en tête LA CROISSANCE MATERIELLE. Et les autres ? [Ils ont en tête] LA CROISSANCE DES PROFITS MONÉTAIRES.

Qui a tort, qui a raison ?

Qu'il faille matériellement décroître, diminuer l'empreinte écologique, ce n'est pas à vous que je vais le démontrer. Mais dans les conditions actuelles tout économiste ou élu se met à hurler. Il nous traite d'irresponsables.

Faire la décroissance, dit-il, mais c'est vous tirer une balle dans la jambe !

Avec sa croissance, il nous retire la planète de sous les pieds. Mais sa logique répond quand même à des obligations précises, qu'il faut essayer de comprendre.

Qu'est-ce qu'il faut comprendre ? C'est qu'actuellement, l'économie tout entière repose sur l'obligation de faire des PROFITS MONÉTAIRES croissants.

2% par an, ça ne suffit pas. Surtout quand la Chine fait (« - ») entre 9 et 11.

A supposer que les entrepreneurs se mettent tous au CAPITALISME VERT, à produire en masse des choses qui dépensent moins matériellement, à produire de la bouffe garantie bio, et même super-bio, il faudra qu'ils en fassent des profits monétaires.

Certains s'en consolent d'avance en disant - chouette ! - ils n'en feront plus autant sur le dos de la planète. Mais alors, qu'ils ne se disent pas anti-capitalistes !

Songez par ailleurs qu'il en sera des produits décroissants comme des ampoules à faible consommation ou des rabais sur le téléphone, vite compensés par davantage d'ampoules et davantage d'appels. Et ce ne sont pas les entrepreneurs verdis et reverdis dans de nouveaux bidules qui vous le reprocheront. Ils pousseront comme toujours à la consommation qui fait les profits monétaires qui font marcher l'économie, et à supposer que les souffrances de la planète décroissent, celles des travailleurs se maintiendront au même niveau. Voyons donc les choses une bonne fois en face.

▫ Tant que l'économie sera liée de près ou de loin aux profits monétaires, elle condamnera à vendre le maximum de produits et services, elle obligera d'écraser les concurrents, de délocaliser pour abaisser les frais, elle fera tout pour flexibiliser toujours plus efficacement les travailleurs.

▫ Tant que la politique économique sera liée de près ou de loin aux profits monétaires, les décisions se prendront dans les bureaux d'études où les prévisions de bilan passeront devant les prévisions écologiques.

▫ Tant que la politique tout court sera liée aux profits monétaires, nous n'aurons pas, JAMAIS la maîtrise de nos usages, la démocratie ne sera qu'une enveloppe vide.

▫ Tant que nous n'aurons pas compris, et cherché le moyen de ne plus faire dépendre des profits monétaires la vie des usagers et celle de la planète, nous n'aurons pas le droit de nous afficher anticapitalistes. Notre anticapitalisme sera de la frime, une façon, comme le lierre, de couvrir l'arbre, et les croissancistes n'auront pas tort de nous accuser de parasitisme.

Protester contre les abus du capitalisme ne donne pas le droit de se dire anticapitaliste.

Pour en avoir le droit, il faut avoir à proposer un tout autre modèle.

Proposer cet autre modèle, et qui rompt, celui-là, avec les principes du capitalisme, je vais y venir, mais vous allez voir, en le liant à une autre stratégie politique.

Car peut-on compter, pour sauver la planète, sur 5 à 15 % maximum, de travailleurs d'un type un peu particulier, qui votent écolos, se conduisent en personnes responsables, alertent sur les dangers de la croissance matérielle, mais sont bien obligés, comme les autres, à quelques

exceptions près, qui confirment la règle, de compter sur la croissance monétaire pour leur fournir de l'emploi, assurer le service public et abonder les caisses d'allocations ?

Le combat des écolos est admirable.

Je m'admire tout le premier !

Mais le salut de la planète est trop grave pour nous le confier. Nous l'approprier mènerait tout droit au totalitarisme écolo.

Au salut de la planète il faut intéresser l'ensemble des travailleurs. Après tout, c'est leur planète aussi ? Mais on ne les y intéressera pas seulement en faisant appel à leur conscience, leur âme, à leur pitié pour les baleines.

***Pour intéresser
au salut de la planète tous
ses usagers, encore faut-il
avoir à leur proposer un
modèle aussi JUSTE que
le furent en leur temps
l'abolition des priviléges
et la liberté d'opinion.***

Faisons donc appel à des évidences qu'on n'ose plus dire ou voir, libérons les sentiments d'injustice et d'absurdité, qui sont aujourd'hui étouffés par la crainte du chômage et la flexibilité croissante. Exemple ?

Les produits et services sont là, ils existent, en surabondance, hélas, ET PLUS IL Y EN A PLUS IL Y A DE GUERRES ET DE FAMINES.

Les marchandises s'importent, s'exportent, et sous toutes les latitudes les travailleurs peinent pour se les procurer. Il faut les détruire pour maintenir les cours, loin des yeux des affamés, si possible, dont il meurt des millions par an !

Il faut démoder, rendre les machines irréparables. Et balancer les restes aux sous-développés pourachever de couler leur économie !

La planète en crève et les usagers aussi, une poignée de types tirent leur épingle du jeu.

Alors on continue, rien que pour leur faire plaisir ? On joue la servitude volontaire jusqu'à la fin de l'espèce humaine et des autres espèces aussi ?

**Imaginez plutôt qu'on chiffre
périodiquement l'ensemble des
produits et services disponibles,
au prix qu'ils ont aujourd'hui
par exemple...
On fait le total.**

**C'est le produit intérieur brut.
On distribue ce total aux usagers...**

A chaque fin de période, chacun reçoit donc de quoi choisir dans ce qui a été produit.

Votre pouvoir de choix, cette fois, est GARANTI DIRECTEMENT sur ce que vous êtes capable de produire et non plus sur les profits monétaires que vous devez e faire, pour continuer d'en faire encore plus, avoir de l'emploi et un salaire.

Imaginez-vous disposant à vie d'un revenu garanti, complet, complètement garanti sur les richesses disponibles, pas comme « le revenu d'existence », prôné par Mme Boutin, députée UMP, ou par M. Lipietz, député Vert, un revenu à compléter, pas total, et faussement garanti sur les profits monétaires, qu'il faut faire sur un marché aléatoire et qui vous garantit en fait toujours plus de flexibilité.

Chacun disposant du revenu garanti complet, gagé sur les produits et services réels, tangibles, sans qu'on n'ait plus besoin d'en faire de profit, qu'est-ce qui se passe ?

Tout ce qui aura été produit pourra être acheté, puisque ceux qui l'auront produit en auront la contrepartie, monétaire ou autre, dans leur poche ou carte à puce.

Adieu les cartons par terre et les gens qui se vautrent honteusement dessus.

Disposant désormais à vie d'un revenu garanti complet, vous pourrez librement renouveler les produits et services dont VOUS aurez l'usage au lieu de vous les voir imposer pour des questions purement marchandes, de comptes de bilan, de remboursements bancaires et de caresses aux actionnaires.

Vous ne devrez plus craindre pour votre retraite. Vous aurez le droit, un droit qui déborde de partout le malheureux droit au travail, le droit de vous investir à vie dans les activités de votre choix.

Pas besoin de produire plus qu'on n'en a besoin. Vous serez prêt à affronter la crise du pétrole, à relocaliser à fond l'économie et gérer en toute responsabilité les ressources.

Je ne peux qu'esquisser.

Je ne vous apporte pas un truc tout fait sur un plateau.

Y réfléchir et opter pour cette drôle d'hypothèse de travail va vous demander quelques efforts aussi bien pourachever de la concevoir que pour la mettre en ondes politiques.

Il vous faudra un certain temps avant de conclure que l'affaire vaut d'être tentée.

Je ne m'y suis pas engagé du jour au lendemain.

Mais qu'est-ce qui m'a décidé ?

La réponse positive à trois questions. Je vous les pose.

□ *Est-ce que l'économie sans profit monétaire s'accorde bien avec ce à quoi, en tant qu'écolo, nous aspirons ?*

Au lieu d'avoir les yeux fixés sur les économies à faire, de nous évertuer contre les mésusages, à retardement, au lieu de prévoir de nouveaux impôts et taxes, et de PROPOSER DE nous venger des riches en pompant leurs revenus indécents, nous pourrons dès la conception d'un produit ou service, chercher ce qu'il implique de dépenses matérielles et énergétiques.

□ *Est-ce qu'une économie sans profits monétaires est compatible avec ce qui nous a fait préférer les promesses du libéralisme à celle, tout aussi fausses, de l'économie planifiée ?*

Si j'ai une idée de produit ou service pertinent, intéressant, je ne devrai plus, comme le malheureux patron d'aujourd'hui, penser d'abord aux retours sur investissements.

Je ne serai plus asservi aux profits monétaires. Adieu les actionnaires qui touchent sur leurs dividendes. Bonjour les copains qui rivalisent dans des produits et services encore plus utiles et décroissants. S'ils font mieux que moi, tant mieux !

Pas de faillite ! Je ferai mieux la prochaine fois. L'émulation remplace la concurrence.

□ *Est-ce que le modèle proposé est compatible avec les aspirations de ce qu'on n'ose plus appeler la classe ouvrière ? Avec les aspirations libertaires ?*

Ayant des moyens de vivre assurés du berceau au tombeau je dispose désormais d'un droit de grève permanent. Je peux intervenir à tout moment sur les conditions de travail. Le petit chef local n'a qu'à bien se tenir.

Si le boulot devient sauvage, si c'est toujours les mêmes qui se tapent les trucs durs et longs et que leur bonne volonté épargne de chercher pourquoi il faut les faire durs et longs, je me retire.

Si ce que je fais ne m'apprend rien sur la façon dont il est devenu nécessaire de le faire, sur l'écologie d'usages dont ça fait partie, si les retombées environnementales, le principe de précaution sont oubliés, je laisse tomber : je n'ai pas besoin de votre truc pour vivre.

Et maintenant, faites bien attention à ceci :

Une économie sans profits monétaires ne permet pas seulement de faire la décroissance.

La décroissance, elle la fera en plus, comme par surcroît, cerise sur le gâteau, parce que nous aurons enfin la maîtrise de nos usages.

Si nous voulons vraiment faire la décroissance, surtout, il faut la faire avec tout le monde, avec des objectifs qui réalisent les idéaux de 1789, de la Commune, des Soviets - qui veut dire « conseils » - avant que le PC ne les étouffe.

*

Deux choses encore avant de répondre à vos questions.

□ *La sortie du capitalisme que je vous présente aujourd'hui doit beaucoup, l'essentiel, le renversement de l'origine des revenus, aux réflexions et recherches menées aux Etats-Unis à la fin du XIXe, déjà, et en France avant (suite à la crise de 29) et après la guerre. Nous nous reconnaissons donc distributistes comme on se reconnaît socialiste, écologiste ou libertaire, mais ça ne veut pas dire qu'on pense comme papa.*

Vous verrez donc que si PROSPER a bel et bien adopté la proposition centrale des distributistes historiques, le renversement de l'origine des revenus, il a procédé à une révision complète des propositions secondes, propositions marquées par le planisme, le consumérisme d'époque, et l'idée qu'on aurait le bonheur par le progrès matériel. Nous parlons de plus en plus couramment d'usologie, plutôt que d'écologie, parce que le but est la maîtrise des usages par les usagers et que sans elle il n'y a pas de défense de l'environnement qui tienne.

□ *Nous sommes par ailleurs encore nous-mêmes encore en recherche, des recherches qui prouvent que l'hypothèse à laquelle nous appelons à travailler est d'une fécondité bien supérieure au réformisme ambiant. Je vais prendre un exemple. Dans une économie libérée des profits monétaires, qu'est-ce qui oblige encore de chiffrer les choses monétiairement ?*

Avec des prix ? Des prix additionnables ?

Dans une économie qui s'intéresse d'abord aux ressources disponibles, qu'est-ce qui importe avant tout ? C'est de savoir s'IL Y A ou N'Y A PAS, du blé ou des confitures, des moyens de transport et des machines-outils, des compétences, des recherches à mener. C'est de savoir où ça se trouve, du plus proche au plus lointain, et à quelle cadence on peut renouveler. C'est de savoir si ce que vous proposez de fabriquer, peut durer, se réparer facilement, se recycler.

Disjoindre la comptabilité MONETAIRE de la comptabilité MATIERE se fait déjà. Quand vous passez à la caisse, aujourd'hui, les codes-barres renseignent le commerçant sur deux choses la masse monétaire que les produits représentent, et sur les réapprovisionnements nécessaires.

Ce qui nous intéresse, nous, ce sont ces réapprovisionnements, c'est d'attribuer des coefficients de disponibilité par zones de distance, des coefficients de renouvelabilité, de compatibilité.

Ce qui nous intéresse, c'est qu'au moment où les entrepreneurs, libérés du profit, proposent de faire l'expérience d'un nouveau génial produit ou service, il y ait des blocages automatiques d'attribution si jamais il y avait surchauffe, des clignotants quand il risque d'y avoir double emploi, avec renvois à des expériences déjà faites ou en cours. Tout ça peut être mis en place par codes-barre ou encore mieux que des codes-barre.

Mais ce qui nous intéresse le plus, en fait, grâce à des outils comme ceux-là, c'est de mettre l'EXPERIENCE au cœur de l'entreprise comme de nos existences.

C'est que les décisions soient prises à titre expérimental, pour pouvoir arrêter au moindre doute, au lieu de ravager toute la planète avant de s'en apercevoir.

Ce qui nous intéresse c'est que les décisions puissent être prises à l'essai, et que les usagers, libres entrepreneurs de leurs usages, puissent aussi librement se lancer dans une entreprise que l'arrêter, sans être encombrés par des sottises majoritaires, parce ce n'est pas le nombre qui a raison, pas plus que l'autorité des parents ou de l'Eglise, mais l'expérience.

Je ne peux pas tout dire en une demi-heure, nous continuerons d'y réfléchir dans les ateliers, mais vous reconnaîtrez sans doute qu'à côté des possibilités que je viens d'évoquer, les audaces les plus audacieuses de ce qu'on a défendu jusqu'ici sous la bannière de la démocratie directe semblent déjà un peu courtes.

Et maintenant, comparez, s'il vous plaît, le chantier que je vous propose d'ouvrir au catalogue de doléances et revendications que nous a encore fourni fin 2006 la gauche de la gauche.

Prenez au hasard une seule des revendications de ce catalogue.

Vous constaterez que pour la réaliser on en appelle sans le dire aux ressources du système actuel, on vous oblige à reprendre à votre charge l'ensemble du système capitaliste et donc le dogme de la croissance monétaire d'où découle la croissance des dépenses matérielles.

Faire passer telle réforme ou telle autre, sera d'abord l'affaire de ceux qui savent comment faire passer les réformes. Avant qu'ils s'entendent entre eux, ce sera long, et le résultat un compromis douteux. Pendant ce temps la planète aura encore rétréci, et le compromis ne fera rien pour l'empêcher de rétrécir encore.

L'hypothèse que j'avance satisfait toutes les revendications que vous avez lues dans les programmes rassembleurs. Elle nous permet de développer encore les astuces auxquelles nous avons recours en marge du système actuel (mais qui lui apportent en fait une bouffée d'air).

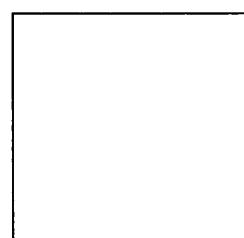
Sa mise en ondes politique demandera certainement elle aussi du temps.

Mais ne vaudrait-il pas mieux le consacrer, ce temps, à la mûrir, cette hypothèse, plutôt qu'aménager dans les coins un système qui nous conduit dans le mur ?

Ne serait-il pas plus - intelligent, disons, et autrement excitant, de travailler à la tenir prête, que cirer les talons et les bottes des démagogues de droite et de gauche, dont le but est de faire du nombre et qui NOUS TRAITENT EN IDIOTS UTILES ?

Il vaut mieux partir de RIEN, mais sur une base vraiment innovante où chacun, chaque communauté, chaque pays, trouve de l'élan, puisse faire preuve d'audace, que de réciter les patenôtres libérales, ou, pire encore, les patenôtres anti-libérales qui laissent le champ libre aux hyper-libéraux.

Qu'avons-nous fait jusqu'ici ? Nous avons emprunté l'autoroute libéral avec une carriole écolo. Au milieu de toutes les catastrophes présentes et à venir la seule chose à faire c'est de créer le chemin.



Résumé des trois « marchés » précédents

1. Un marché vraiment ouvert

PROSPER n'a rien contre le marché entendu comme lieu de comparaison entre X, Y, Z. S'il parle de sortir du marché, c'est du marché libéral, contradiction dans les termes, qui interdit, par construction, la liberté dont il se prévaut.

Côté entrepreneurs, où est la liberté, quand le critère de mise sur le marché est soumis à des considérations monétaires ? Côté clients, où est la liberté, si leur accès aux produits et services est barré par les prix ou s'ils n'ont pas de choix véritable, en dépit de la prolifération de produits en réalité similaires ? Concernant la recherche, où est la liberté, si elle doit tenir compte des retombées possibles dans la concurrence économique générale ? Concernant les décisions politiques, où est la liberté si elles doivent tenir compte de la croissance monétaire ?

Le Marché que vise **PROSPER** est un lieu de comparaisons libres entre de multiples *expériences*. Le Marché actuel ne les autorise et ne juge leur intérêt qu'en fonction des profits monétaires.

2. Le peuple entrepreneur ou la démocratie concrète

Le revenu inconditionnel (reçu indépendamment de la quantité de travail fourni et des formations), universel (reçu par tous), complet (et largement suffisant puisqu'il ne sera plus limité par les profits des entreprises et gagés sur eux) permet de relocaliser la démocratie et de l'exercer en amont, au moment de décider de quels produits et services on a l'usage, et non plus en aval, sous la forme de diktats consommatoires ou électoraux (produits et candidats étant pré-choisis par les entrepreneurs et les partis dits « de gouvernement », intéressés par force à la croissance des profits monétaires pour améliorer la redistribution d'Etat (service public et allocations diverses)).

Disposant des moyens d'entreprendre et d'échanger assurés non plus sur la base des profits monétaires mais sur celle des richesses existantes, les usagers peuvent désormais lancer librement ou participer à des entreprises au titre de la production matérielle, des services ou de la recherche (arts et sciences).

Ces entreprises seront autant d'*expériences* dont ils pourront contrôler les conséquences sociales et écologiques et corriger en temps réel l'organisation (si jamais elle tendait, par exemple, à reproduire les rôles d'exécutants serviles).

3. Le droit à l'*expérience*

Les sociétés, les particuliers, les entreprises, vont d'*expériences* en *expériences* mais le camoufent (camouflent ce qu'elles ont de risqué et interdisent les retours en arrière, leur contrôle). Elles les présentent comme des opérations naturelles, obligatoires, garanties par des autorités « reconnues », auto-proclamées ou élues. Elles n'admettent qu'elles en sont que lorsqu'elles ont « raté ». Notre liberté se réduit à occuper la place que nous attribue le marché social et à y avancer des pions tolérables.

En nous révoltant contre des obligations et les abus de pouvoir, nous nous référons sans bien le savoir ni encore le vouloir à un *droit à l'*expérience** qui contient tous les autres (il recouvre le droit à la vie). C'est de ce droit bafoué que le révolté tire sa force d'opposition. Les dispositifs économiques et politiques prévus par le distributisme permettent de lui faire droit.

Ces trois « marchés » ont été exposés dans **PROSPER 18**.

PROSPER

fait son Marché

4. Au rayon décroissant

Le système économique actuel ne vit et ne survit que grâce à la *croissance des profits monétaires*. La baisse tendancielle de leurs taux fouette la recherche de nouvelles niches de profitabilité et de bonds technologiques qui périment ce qu'on savait pourtant si bien faire⁷. Elle fouette aussi la spéculation, qui se soucie davantage de ce que « produisent » en Bourse les actions des entreprises que de ce que ces entreprises ont à offrir.

Pour nous en tenir à la profitabilité monétaire des produits et services, le fait qu'elle doive aller toujours croissant va de pair avec une *dépense croissante des ressources matérielles et énergétiques*. La concurrence économique obligeant à faire moins cher en plus grandes quantités et à toucher toujours de nouveaux clients, la planète, on commence à le savoir⁸, ne peut plus suivre.

De quels moyens disposons-nous pour enrayer « la finale marseillane » ? La question a jusqu'à présent reçu deux types de réponses : des réponses *moralement*, faisant appel à la responsabilité des particuliers et des pouvoirs publics, et des réponses *économiques*, qui enveloppent les précédentes et les font peu à peu passer à l'arrière-plan.

Rappelons que les entrepreneurs n'ont pas attendu la mode écologique pour alléger, les dépenses monétaires entraînées par le mésusage des ressources matérielles, de l'énergie et du travail humain. Mais peu leur importait que le client doive renouveler plus souvent leurs produits, sinon pour s'en réjouir, pourvu que ce renouvellement trop fréquent ne signale pas la camelote. Ce que devenait la matière d'œuvre ou dépensaient leurs appareils - en électricité, notamment - n'était pas leur problème. Ils étaient indifférents ou quasi indifférents aux retombées environnementales ou médicales et ont retardé autant qu'ils ont pu les décrets prudentiels. Quant à la renouvelabilité des approvisionnements, ils se reposaient sur la diplomatie et le colonialisme. Force leur sera désormais d'intégrer ces questions à tous les échelons de leurs projets.

Les réponses que nous qualifions de *moralement* visent principalement à changer notre optique de consommateurs et à développer la responsabilité individuelle et collective. Une frange encore quantitativement négligeable d'usagers s'est récemment rassemblée autour d'une nouvelle clause, celle d'*« objection de conscience »*. Elle met en cause *le besoin réel* - ce sont les termes les plus souvent employés - que nous avons de ce dont nous avons « besoin ». *Quelle utilité y a-t-il à... ?* La question, comme nous allons le voir, en contient plusieurs, dont l'ordonnancement préjuge des solutions à venir.

⁷ En vrac, tricot et couture « main », locomotives à vapeur, navires à voile, l'analogique...

⁸ Plusieurs pages seraient nécessaires pour citer les ouvrages et études parues sur le sujet depuis 2000. Divers auteurs avant et après la dernière guerre, d'une manière plus intuitive que scientifique, signalaient déjà les risques que faisait courir « la société de consommation ». L'alarme a été reprise et amplifiée dans *Halte à la croissance ? Enquête sur le Club de Rome*, par Janine Delaunay, suivi de *Rapport sur les limites de la croissance*, dit « Rapport Meadow » (Donella H. et Dennis L. Meadow, Jorgen Randers et William W. Behrens III, du *Massachusetts Institute of Technology*), Collection Ecologie, Fayard 1972.

D. Castillo-Lopes, *Futurs*, Le Monde 1.2 Juillet 2007

Selon M. Parente, la raréfaction du pétrole va obliger le secteur aéronautique, jusqu'à présent très frileux, à évoluer. « Le prix des carburants classiques ne va pas cesser d'augmenter. La question désormais est de savoir : combien cela coûte de ne pas produire de biocombustible ? » Un passage qui nécessite cependant une révolution autant culturelle que technologique. « Toutes les chaînes de production vont devoir être transformées, explique M. Parente. Mais il existe une sorte d'inertie qui rend l'innovation difficile dans ce domaine. »

A la question : « combien ça coûte de produire des biocombustibles ? » l'expert ne peut et ne veut répondre qu'en termes monétaires et la voix chargée d'une belle évidence... Il compte sur la façon dont les profits qu'on tire des cultures brevetées, du raffinage du kérozène, des transports et des coups de bourse, vont s'enchaîner. Combien coûte à la planète et à ses usagers de consacrer autant de surfaces et de raser les forêts pour fabriquer ce merveilleux néo-kérozène - *ho, de quoi vous parlez ? Et si je crois comprendre, vous chiffrerez comment ?*

Pour « desserrer » les nouvelles contraintes, l'économie actuelle table 1. sur les nouveaux profits monétaires qu'on peut mécaniquement attendre de la raréfaction des ressources (puisque leurs cours vont flamber), 2. sur les coûts induits par les dégâts environnementaux et leur compensation par les profits tirés des interventions qui tâcheront d'y remédier, 3. sur la création d'un marché de produits et services « décroissants », d'abord réservés aux clients qui auront les moyens de se prêter à l'expérience.

Profits attendus à tous les étages. Croissance ou décroissance, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes marchand.

En ce qui concerne l'aspect moral, le desserrement visé met en avant des pratiques individuelles de *sous* ou *dé*-consommation et des choix plus avisés en matière d'achat. Retarder le moment de l'achat comme on tarde celui de rendre un cadeau. Se distinguer par des achats différents, originaux, « responsables »... Sur le point précis de la déconsommation, donc, la très modeste frange de ceux qui aujourd'hui objectent à la croissance ne constitue qu'une sorte d'avant-garde de la masse des usagers appelés à satisfaire l'offre de produits et services censés ralentir, voire inverser ou réparer le cours des choses. Sa vertu déconsommatrice fera d'elle la première cliente des produits et services qui seront prochainement annoncés comme hautement écologiques et auxquels elle pourra difficilement objecter - ou à retardement.⁹

Cette frange de conscientisés elle-même peut se répartir en trois groupes.

Le plus nombreux, excité par le mot « croissance », qui entraîne son antonyme « décroissance », se montre insensible à ce qu'ont d'hétérogènes les raisons de la croissance, avant tout monétaires, et celles de faire la décroissance, avant tout matérielles. Il va donc au-devant du jeu de l'offre des produits et services réputés « décroissants », économies en matière d'œuvre, d'énergie ou de transports, et en espère même une reprise de l'emploi, sans voir que le changement d'offre se traduira par un transfert des emplois de l'économie « croissante » à l'économie « décroissante » et que la mise en œuvre des nouveaux produits et services bénéficiera des leçons acquises pendant la période précédente en ce qui concerne l'utilité de la main-d'œuvre, la robotique et l'informatique. Quant à l'exploitation salariale, qui ne changera pas, et au fait que les décisions de produire ceci plutôt que cela continuera d'être prise dans les cabinets

⁹ Les médias généraux lui consacrent des rubriques dont l'objet (dépenser moins) inverse rigoureusement celui des rubriques habituelles (cher = génial). Ex : *Le guide des produits bio, équitables, durables*, supplément (60 pages) au **Nouvel-Observateur** le 28 Juin 2007.

d'études et les banques, il n'en dira rien, soit parce qu'il n'y a jamais prêté attention, soit parce que les perspectives de décroissance lavent par avance un capitalisme qui se mettrait à produire « vert » de toute nouvelle capacité de nuisance sociale et politique.

Un autre groupe commence à relier l'obligation de croissance monétaire et la croissance des dépenses de ressources et à reconnaître que l'économie actuelle est croissanciste par construction. Faute de disposer d'un modèle de recharge, il rejoint le premier dans sa dénonciation des abus du capitalisme actuel. La multiplication des exemples de ses méfaits, leur approfondissement argumentatif, la conclusion (vraiment ça ne peut plus durer !) débouchent sur des « solutions » qui relèvent de l'objurgation en faveur d'une meilleure gestion environnementale, laquelle, cerise sur le gâteau, créerait des emplois – son sens de la justice sociale s'arrêtant à « un emploi pour tous ». Les destinataires de ses « appels » restent flous et les objurgations sans conséquences. Le « système » en effet n'a pas d'oreilles. Quant aux « responsables », ils ne voient rien

*Le projet « faire la décroissance »
est nul et non avenu s'il ne s'accompagne
de la maîtrise des usages
et des utilités qu'ils déterminent.*

de mieux ni d'autre à faire que ce qu'ils font : gérer. Les multinationales, les fonds de pension et quelques patrons ou présidents de groupes célèbres fournissent les cartons sur lesquels tirer des phrases scandalisées. Mais les expériences - dites « solutions » - qui prouvent que le système peut être amélioré ou vont dans le sens de sa moralisation sont très prisées : *car il ne faut pas mettre tous les patrons dans le même sac*, et certaines banques, déjà... *Le commerce équitable, le micro-crédit...* Ce second groupe se prépare donc, comme n'importe quel « centre » à l'Assemblée Nationale, à voter dans le sens des « mesures » qui n'abandonneront rien de ce qui se pratique le plus couramment. Il s'esbaudit par avance des profits qui intéresseront les entrepreneurs et les banquiers à répandre une offre « propre » - *décroissante*. Vive le capitalisme vert, suite.

Le troisième groupe, ayant fait le lien entre la croissance monétaire et la croissance matérielle et compris que l'obligation de faire des profits monétaires répètera indéfiniment ses méfaits, considère *l'abolition des profits monétaires* comme la seule solution qui puisse sauver la planète et ses usagers. Pour y parvenir il récupère, paradoxalement, une technique proposée après la crise de 1929 pour qu'au lieu de créer la misère du fait de la chute des cours et des licenciements, *les progrès de la production*, dont on s'émerveillait alors, soient entièrement bénéfiques à l'homme qui les avait cherchés depuis des millénaires¹⁰. Cette récupération pose quelques problèmes aux récupérateurs, du fait que cette technique a été proposée à une époque où les ressources de la planète

¹⁰ Pour les lecteurs non prévenus, le premier exposé de cette technique a été fait en France par Gustave Rodrigues (en 1934 dans *Le Droit à la Vie*, dont nous avons publié de larges extraits dans *PROSPER*, reportés sur le site prosperdis.org). Au lieu de gager les revenus et l'emploi sur des ventes dont les bénéfices se tarissent dès qu'il y a surproduction, gagez-les plutôt sur ce qu'on est désormais capable de produire en abondance. L'idée a été reprise par Jacques Duboin, d'abord animateur du mouvement « Droit au Travail », transformé en « Droit au travail dans l'Abondance » et connu par la suite (ridiculisé ?) sous le nom d'« Abondancisme ». Les familiers de *PROSPER* savent que nous nous en démarquons sur des points essentiels comme le planisme et le service social et pour bien marquer la différence nous le désignons sous le nom de « distributisme historique ».

Depuis le début des années 70 en France, le mouvement écologiste se cherche entre création de niches préservées de la pollution, réservées à ceux qui en auront les moyens - ou le courage - et une action de caractère plus général s'efforçant d'influer sur les décideurs.

« L'écologie politique » s'est construite sur un défaut de réflexion sur l'enjeu réel, qui devrait être celui de toute politique, à savoir « quelle maîtrise avons-nous des usages auxquels nous nous identifions et au maintien desquels nous dépendons notre vie et les ressources environnementales ?»

La construction de cette maîtrise aurait pu déborder du cercle des premiers conscientisés et inclure l'ensemble des travailleurs, eux-mêmes bloqués par des considérations corporatistes ou salariales. Faute d'en adopter le principe, les écolos ont mené des combats d'arrière-garde et les Verts piétiné les allées du pouvoir comme une force d'appoint dans la gestion d'une économie qui dépossède chaque jour davantage les usagers de la maîtrise de leurs usages.

étaient encore considérées comme illimitées et où on ignorait l'explosion démographique. Cette même technique était par ailleurs assortie d'articles censés prouver son sérieux, comme la planification et l'encadrement des travailleurs¹¹. Une révision s'impose donc, en fonction des nouvelles données, de la décantation qui s'est produite depuis 1944 au sujet des objectifs sociétaux et politiques, et d'avantages inhérents au modèle proposé, que les distributistes historiques n'avaient pas vus ou su développer.

*

Avant d'aller plus avant, voyons bien que le renversement de l'origine des revenus, qui définit l'option *distributiste*, permet de traduire en termes économiques un paramètre implicite, *celui de la maîtrise que les usagers ont de leurs usages*, dont la revendication perce sous la forme de protestations contre des entités comme le consumérisme ou la fureur de devoir en passer par les produits et services offerts. *Or la maîtrise de leurs usages par les usagers*, dont nous avons touché pour notre part l'importance au moment de construire une écologie politique digne de ce nom [v. encadré], est le véritable enjeu de toute revendication démocratique. Dans le cadre actuel, elle est pour ainsi dire « réduite aux acquêts », sacrifiée sur l'autel d'une offre soumise aux profits monétaires attendus des ventes. *Faire la décroissance ne peut donc constituer un but en soi. On ne parviendra jamais à la faire autrement que « comme par surcroît », dans un cadre tel qu'il soit possible de choisir en toute liberté (« expériencielle » nous allons y revenir) les usages qui « desserrent » plus efficacement les contraintes de la vie quotidienne, celle de la vie sociale et de la société de fait que nous formons avec les autres espèces et la planète.*

La mise en place de la nouvelle économie oblige à mener une réflexion sur au moins deux plans : 1. celui de l'organisation la plus favorable à son fonctionnement, compte tenu de l'élévation générale du niveau de compétences, des capacités de production actuelles, où l'outil informatique a modifié beaucoup d'approches, des demandes les plus récentes en matière de démocratie, 2. celui des conditions de passage - autoritaire ou consensuel ? anticipatif ou à la suite de catastrophes majeures ? A l'interface il faut prendre en compte une donnée à la fois triviale et gratifiante : la capacité des usagers de s'engager dans une aussi nouvelle entreprise de desserrement des contraintes. Nouvelle au

¹¹ A noter que ce genre de mesures sont encore reçues aujourd'hui avec faveur, « en raison » de la nature paresseuse bien connue de l'homme.

sens où l'importance des problèmes écologiques oblige à reconsidérer l'ensemble des pratiques disponibles, mises en place sous l'égide de l'obligation de profits monétaires croissants. Mais nouvelle aussi, et surtout, au sens où, à mesure que les prochaines « utilités » apparaîtront, qu'elles soient revues et corrigées des anciennes ou absolument originales, *la nouvelle économie permet d'envisager un tout autre type de contrôle* que celui qu'avaient envisagé ses premiers partisans et qui conservaient encore nombre de préjugés et modèles qui n'ont fait depuis qu'embellir.

Essayons de préciser les choses, sans hésiter à revenir sur des enchaînements dont l'oubli, précisément, appelle quelques réparations.

Le souci des contraintes, des *utilités* - et de les *desserrer* - ne date évidemment pas d'aujourd'hui. Il accompagne toutes nos entreprises, et on peut donc affirmer, sans grand risque, qu'elles se font toutes, par quelque côté, *anti-utilitaristes*. A partir des contraintes anthropologiques de base, boire, manger, dormir... les peuples construisent différents usages, à la création, l'entretien et la facilitation desquels certains usagers gagnent en autorité et aussi en pouvoir, le passage de l'autorité au pouvoir se faisant insensiblement et normalisant ce dernier (le pouvoir) sous la forme de fonctions sociales de caractère plus ou moins général, qui en viennent ainsi à exister de plus en plus pour elles-mêmes et créer *des réalités dont l'utilité se prouve en se réalisant*, au point qu'on ne peut plus agir ni penser sans elles. Le talent, la force de persuasion de certains usagers, qui d'abord s'exerçaient et se démontraient au hasard des usages (ils *savaient* mieux que les autres tirer parti des contraintes locales, maximiser le produit de leurs

Une économie liée à l'obligation de faire des profits monétaires rend dérisoire tout tentative de maîtriser les utilités.

efforts, qu'il s'agisse de la pose d'un piège, d'un raisonnement, de la mise en scène d'un rituel, d'exemplifier ou faire don de leur savoir-faire comme le plus efficace, le plus « économique » en efforts et matériaux), sont désormais choisis *par les usages institués* et *instituent* des usagers spécialisés, mis à l'épreuve de ces institutions. Tel fera un « bon » artisan, tel un bon prêtre, tel un bon chef, *au stade où en sont les usages de l'époque*. Le desserrement initial des contraintes se retourne ainsi en contentions à divers degrés, chacune d'elles provoquant, pour son maintien, une surveillance constante des *utilités* sur lesquelles elle repose, qui vont de la fourniture des matériaux aux signes de distinction sociale en passant par le travail des esclaves ou des salariés. Les mêmes ressources *anti-utilitaristes* œuvrent donc aussi bien chez le chef pour consolider les instruments ou *utilités* du pouvoir, que chez ceux qui vont contester ce pouvoir dans les *utilités* qui les atteignent et restreignent (comme celle de devoir faire la guerre, payer autant d'impôts, avoir un pouvoir de décision réduit, etc.).

« *La main invisible* », qui n'a pas attendu le capitalisme pour agir, n'est rien d'autre que celle de l'*anti-utilitarisme*, dont les desserrements et resserrements particuliers peuvent être aussi bien crédités de participer au bien général qu'à l'*aliénation planétaire*. Mais une fois compris que personne n'a reçu l'*anti-utilitarisme* en apanage, qu'on ne peut déclarer d'aucune conduite qu'elle est « bonne » au seul motif qu'elle se fait quelque part critique vis à vis des « utilités », il semble clair que la plupart des comportements actuels, pour ne pas dire tous, *anti-utilitarisent* pour desserrer, à un endroit ou un autre, la contrainte, devenue majeure, de l'obligation de faire des profits monétaires. N'est-ce pas le cas du chef d'entreprise, au détriment, souvent, de ce qui en

Offrir des produits et services décroissants (D), dans le cadre de l'économie actuelle, ne pouvant se faire que si on en tire des profits croissants. Qu'est-ce qui change ? (en vrac):

1. L'entrepreneur en produits et services « D » a intérêt à accroître ses ventes et à les stimuler par la publicité (rassurez-vous, il sait faire). 2. La concurrence entraîne de nombreux doublons, triplons, etc. Prévoir une instance tout exprès pour empêcher ? 3. Les revenus étant soumis aux profits croissants des produits décroissants, une modeste « grève de la conso » (la réduire, se passer de...) revient à se tirer une balle dans le pied - c'est déjà le cas. 4. Exemple parmi d'autres : les ampoules consommant moins invitent à en mettre partout et négliger ce qu'elles dépensent. Bilan ? 5. Les dépôts de brevets continueront de geler toute innovation aux incidences radicalement décroissantes. 6. Baisse soudaine des exportations (ex. ressources minières) pour les pays qui en vivaient. Prévoir une instance internationale pour accorder les compensations qui s'imposent ? 7. Le principe de la concurrence monétaire étant maintenu, les emplois « décroissants » échapperont-ils aux restructurations ? 8. Quid des bulles spéculatives... ? 9. Et de la diplomatie armée pour s'assurer l'approvisionnement en ressources vitales, imposer les produits « décroissants » dans les pays coupables de faire moins décroissant... ? 10., 11., 12., (...complétez ?).

principe constitue son cœur de métier¹² ? Et aussi celui du syndicaliste, qui revendique « une redistribution plus juste » ? Ou des défenseurs du service public, et même de la frange anti-capitaliste ou altermondialiste qui s'incline par avance devant n'importe quel profit monétaire pourvu qu'il provienne de produits et services réputés « décroissants » ? **PROSPER** lui-même s'inscrit dans ce cercle, son objectif étant de desserrer l'utilité même *qu'ont les profits monétaires pour la bonne marche de l'économie, l'utilité* qu'il peut y avoir d'y façonner les têtes ou celle de détruire la planète pour un dogme aussi « pratique ».

Tout remise en cause ou tentative de desserrer les utilités devenues économiquement, socialement, écologiquement, politiquement... contre-productives, a pour contrepartie la création d'utilités nouvelles ou le détournement d'utilités anciennes. Le « desserrement » que prévoit notre hypothèse ne saurait échapper au sort commun. Mais, du fait de l'inversion de l'origine des moyens de paiement¹³, la distribution de ces moyens *anticipe* sur la production de richesses (ils ne sont plus redistribués *après* que des profits aient été réalisés sur leur vente - simple rappel du principe de base). Le revenu des travailleurs potentiels ne dépendant plus de leur travail, ils peuvent désormais choisir librement les usages qui leur semblent les plus pertinents pour leur survie et leur identité. Les moyens d'échange ayant été « égalisés »¹⁴, le terrain social et politique offre les conditions nécessaires à une maîtrise des usages effective. L'usager dispose d'une liberté absolue de réagir, dans les activités auxquelles il s'adonne avec le plus de passion comme dans celles

¹² Ce qu'il met sur le marché, dont l'utilité, la durée, etc., sont soumis à la rentabilité. [v. **PROSPER** 18]

¹³ Revenus, moyens d'échange - classiquement assurés par « l'équivalent universel » de la monnaie, dont **PROSPER**, aggravant son cas, vise à se passer.

¹⁴ Raison pour laquelle nous visons à nous passer de monnaie et généraliser l'usage des codes-barre (dont les performances vont probablement s'étendre, provoquant l'invention de procédés allant dans le même sens) : les « crédits » globaux sur matière (ex. carbone) attribués à chaque usager évitent qu'ils se comparent « au mérite ». A l'arrière-plan, notre mise en garde, déjà ancienne et 100% écologiste, contre les disparités salariales qui font courir l'ensemble des usagers derrière des produits et services chers (en argent mais aussi en ressources naturelles) que les mieux payés sont les premiers à pouvoir s'offrir et dont ils encouragent la création et le foisonnement, autant « parce qu'ils ont les sous » que parce qu'ils occupent les postes de décision.

auxquelles il lui arrive de se prêter, *à tout ce qui lui fait douter de son engagement ou de sa participation à ce qui fait là*. Il peut à tout moment exprimer son accord ou son désaccord au sujet des retombées de tel produit ou service sur l'environnement social et écologique, de l'étendue des initiatives, savoir-faire et faire-savoir que lui offre l'organisation de la production ou du service, de ce qu'on y apprend et si les savoir-faire sont « croisés » d'une manière pertinente avec des savoir-faire parents, si l'histoire des usages impliqués par l'activité choisie, leur signification au plan identitaire ou philosophique n'ont pas été ignorées.

Dans cet ensemble, le souci de l'empreinte écologique n'en fait qu'un parmi d'autres. Il est inclus dans la gestion même de la nouvelle économie. Laquelle, ne dépendant plus des profits réalisés sur la création de biens de consommations, d'approvisionnements à bas prix dans les colonies ou ex-colonies, de l'abaissement concurrentiel des prix du fait de l'emploi de main-d'œuvre à bas prix, peut donc tirer parti des ressources disponibles dans le rayon le plus proche, en tenant compte de leur renouvelabilité et des solidarités interrégionales. *L'objectif de décroissance*, aujourd'hui contradictoire avec la survie des salariés et assistés, puisque cette survie dépend de la croissance monétaire, *est atteint comme par surcroît*. Et il le sera d'autant plus facilement dans une économie où les usagers ne craindront plus de manquer, où « l'offre » ne sera plus réglée sur la demande des classes les plus riches, où les activités, rendues à leur liberté, ne seront plus compensées par des revanches surconsommatoires, et où l'investissement dans des activités de recherche, scientifique, artistique ou autre, se généralisera, créant une émulation dont les retombées n'auront pas les mêmes incidences matérielles.

Le droit de prendre la mesure du réel doit être assuré à tous les niveaux de l'engagement personnel ou collectif¹⁵

La capacité d'objecter aux activités proposées, offerte à chaque usager, va de pair avec une présentation non-dogmatique de ces activités. Sous une forme dogmatique (*il n'y a que ça à faire et pas moyen de faire autrement*), comme c'est le cas aujourd'hui, où on n'entend généralement prononcer le mot « expérience » qu'une fois le désastre survenu, les intervenants potentiels, ci-devant « travailleurs », limités dans leur capacité d'initiative, contraints à des travaux dont la pénibilité serait tenue pour fatale ou à discuter ultérieurement, tâcheraient de les fuir en prouvant qu'ils sont plus utiles ailleurs. Ils discuteraient les ordres, déserteraient les lieux de transformation et d'échange ou y économiseraient leurs efforts.¹⁶

Ce n'est donc pas pour le plaisir d'inventer des mots compliqués que nous parlons d'*expérienciation*. Le vocable assume le critère poppérien de falsifiabilité¹⁷ et nous a semblé mieux qu'aucun autre adapté aux chemins tortueux de l'anti-utilité. Il n'exclut

¹⁵ Ce « droit » à « la mesure du réel » nous a été suggéré par l'article **Le prélèvement d'organe, donner voix au consentement** (Beaufils, Grasset et de Rochegude, ESPRIT, Juillet 2007, p. 107) : « Permettre à l'individu de prendre la mesure du réel est très certainement aujourd'hui la seule offre que peut faire le droit » - dans ce cas particulier. Pourquoi pas dans le cas général ? N'est-ce pas *la seule offre que doive faire le droit* ?

¹⁶ Le système actuel résout le problème en vous obligeant à recevoir un salaire pour vivre et en proportionnant sa hauteur à la souplesse de votre échine. Les distributistes historiques y ajoutaient un « service social » dont le citoyen n'aurait bien évidemment pas à se plaindre, puisqu'il travaillerait « pour lui »...

¹⁷ Selon Karl Popper, aucune proposition n'est sérieuse si elle ne repose sur des faits et ne peut être contredite par d'autres. Aux énoncés visés par Popper nous ajoutons *les pratiques*. Cf. Alain Caillé : « Toute tentative de l'épuiser [la Raison] dans une série d'énoncés positifs, censés faire rendre raison à la totalité des possibles, met fin à son travail d'interrogation. » (**Critique de la raison utilitaire**, p. 99). Une société où les sociétaires ne disposent pas des moyens de s'interroger sur ses usages n'en est pas maîtresse - ni démocratique.

nullement les procédures expérimentales. Il rappelle que *le travail d'interrogation traverse tous les usages* et donc *toutes les utilités qu'ils déterminent*, et que *toute suspension de ce travail menace à plus ou moins long terme la santé mentale, la démocratie et la planète*. Il déplace l'observation de l'intérêt qu'il y a, pour une personne ou une collectivité, de faire ceci plutôt que cela et de s'identifier à ce qu'elle « choisit », à l'intérêt même des *hypothèses engagées* par l'opération.

En prenant en compte les usages en leurs multiples utilités, affectées de mouvements browniens et dont il est aussi hasardeux d'indiquer les principales que de tirer à la loterie, *en l'érigéant en critère de gestion sociétale*, le concept d'*expérienciation* donne à ce qui se *fait* là et aux différents *acteurs* des statuts qui s'apparentent à ceux de l'œuvre d'art et de l'artiste, à la recherche d'un équilibre, d'une possible harmonie, d'un message, d'un exemple à apporter, mais toujours faillibles, datés, *critiques*.

*

Des avertissements déjà se font entendre au sujet des risques de totalitarisme que fait courir à tous les usagers de la planète la raréfaction des ressources de base. Les Cassandre de service raisonnent bien évidemment dans le cadre du marché actuel, dont la gestion décroissanciste *doit* s'accompagner de profits monétaires toujours croissants. Elles ont compris qu'une gestion rigoureuse, dans ce cadre, n'est envisageable qu'à partir d'un « centre » capable de tenir en mains les entrepreneurs, comme le fit en son temps Mussolini.

En fait le totalitarisme du marché, qui nous impose les produits et services qui assurent les retours sur investissements les plus juteux, est déjà partout présent. La Décroissance achève de le faire sortir du bois. La décroissance mondialisée, dans le cadre de l'économie actuelle, ne conduira jamais qu'à davantage de misère mondiale et davantage de profits monétaires. *Soleil Vert*.

Dans le cadre d'une économie qui abolit les profits monétaires, la relocalisation peut revenir et la solidarité entre les peuples enfin exister. Mais les profits monétaires, c'est quoi ? Une cuisine de chiffres. *Le changement de cuisine comptable s'impose*. C'est une condition plus que jamais nécessaire, pour d'autres raisons qu'en 1888 (Bellamy, premier distributiste, en attendait la fin du chômage) et 1935 (où les distributistes en attendaient la résorption des excédents). **PROSPER** fera tout son possible pour que cette nécessité non seulement soit reconnue mais change d'ingrédients : passe du chiffrage monétaire au chiffrage par codes-barres. Mais il le fera en prévenant que, même appliquée pour l'excellent motif qu'elle seule permet d'assurer une prospérité écologique et juste, nous devons néanmoins encore la craindre. Elle ne garantit en effet nullement contre le totalitarisme de nouveaux cuisiniers, férus de planification et de la plus grande utilité des choses et des hommes. Dans le cadre d'une économie sans profits monétaires, avons-nous dit, la décroissance se fera « comme par surcroît ». Mais ce surcroît passera d'autant mieux que l'*expérienciation* sera au cœur de la nouvelle société.

1 milliard de personnes, soit 1 habitant de la planète sur 6 vivent dans des bidonvilles.

24000 humains meurent chaque jour et 840 millions souffrent de faim chronique.

1250 millions de personnes dont 700 millions d'enfants ne disposent pas de suffisamment d'eau.

Somme nécessaire pour approvisionner le monde en eau potable : 150 milliards sur 15 ans (10 milliards par an).

A mettre en rapport avec les sommes consacrées à l'approvisionnement de la planète en armes

(actuellement, chaque habitant de la planète « dispose » de 3 tonnes de TNT) et le fait que

7 millions de personnes millionnaires en dollars possèdent une fortune totale de 26 200 milliards de dollars.

Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement, les pays en développement pourraient dégager plus de 50 milliards de \$ par an pour le pour le développement humain dont 10 milliards de \$ par le simple gel des dépenses militaires.¹

A notre porte, la situation n'est pas plus glorieuse !

Quelques recettes pour continuer.

Les sentiers de la collaboration

catastrophisme

Le réchauffement planétaire, le pic pétrolier, la crise américaine, le choc des civilisations, les nouvelles technologies, le risque atomique, la troisième mondiale. *Fatalitas !*

Mais... « *On exagère toujours !* »

Le progrès aura réponse à tout, l'économie de Marché peut traverser des crises, mais l'humanité en a vu d'autres. En attendant, cultivons notre jardin...

réformisme honnête

Le système étant ce qu'il est, il faut éviter les abus, corriger certaines tendances, mais on lui doit tant de choses...!² *Ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain !*

réformisme malhonnête

Les « anti »-capitalistes ou « anti »-mondialistes dénoncent à juste titre les abus du système.

Mais qu'ont-ils à proposer d'autre que de moraliser ses outils ?

Ex. : redistribution « plus juste » (il faudra donc encore créer des riches et des pauvres), nouveaux « gisements » d'emplois, croissance « verte », revenu minimum d'existence financé par la redistribution des profits (v. plus bas).

ignorance savante

Les leçons bien apprises au lycée, à l'université, à l'IUT, des expressions courantes, font écran à des constats d'où pourraient sortir des idées neuves.

Exemples : on parle sans cesse de « redistribution », de croissance... mais de quoi ?

On oublie de préciser « des profits monétaires ». « Démocratie » dispense de s'interroger sur le pouvoir que nous avons au sujet de ce que nous produisons et consommons et la façon dont les élections organisent la démission populaire.

utopies distractives

« Faire table rase », éteindre les salaires trop élevés, introduire les campagnes dans les villes, des SEL partout, adopter la simplicité volontaire qui ferait de tous des moines, proposer des réformes qui ne changeront rien au fond, aggraveront la situation et demanderont, avant de passer, plus de temps encore que pour changer de modèle.

¹ Extrait du QUID 2005 aux chapitres *Tiers-Monde* et *Finances*, respectivement p. 1975 et 1978

² Oublions les luttes qu'il a fallu faire pour les obtenir (droits sociaux) et les inventions qu'il a gelées.

élitisme

Ceux qui affichent des vies exemplaires dans des niches protégées, dont les expériences, par ailleurs remarquables, n'en servent pas moins de protection à des changements en profondeur.

Ceux dont les analyses percutantes, raffinées, créent le respect.

Dans les deux cas, le commun des usagers démissionne devant tant de conscience et de compétence .

populisme

Elaborer des programmes ratisseurs de voix, par l'entremise de revendications porteuses comme la sécurité, l'identité nationale, le droit au travail, le droit au logement, l'égalité homme/femmes, les prisons, le risque nucléaire, l'obligation de croissance ou celle de décroissance.

L'action des élus n'a qu'un rapport lointain entre les principes qu'ils ont énoncés et ce qu'ils sont obligés de gérer. Ils rassemblent des briques revendicatives mais sont bien incapables de construire une tour, et si jamais ils le font, c'est en prenant leurs mandants en otages.

pratiques symboliques et attrape-cœurs

Grève de la consommation, s'interdire de posséder des actions en bourse...

Un revenu d'existence minimum inconditionnel, universel...

- Arrête ! Le revenu d'existence, c'est une idée courageuse !

Oui, puisque son inconditionnalité rompt avec l'idée qu'un revenu ça se mérite.

Mais tu as bien lu ? Revenu d'existence MINIMUM !

- l'inconditionnalité est toute relative, puisqu'il faut compléter et que le revenu doit être calculé « suffisamment insuffisant » pour que les gens sortent de chez eux.
- ce revenu d'existence-là est parfait pour lier les mains aux travailleurs.
- Les patrons les attendront comme au coin du bois. Merci la flexibilité !
- Etant financé par la redistribution des profits monétaires (via les taxes et impôts), il faudra continuer d'en faire, et donc se plier aux obligations de croissance, à n'importe quel prix écologique et social !

Le revenu d'existence OUI, à condition qu'il soit complet³, et distribué non plus en proportion des profits mais en contrepartie des produits et services disponibles.

- Tout ce qui aura été produit, tous les services, seront accessibles. Adieu les destructions pour maintenir les cours et les services qui attendent le client !
- Le choix de produire ne dépend plus des profits qu'il faut en faire sur un marché aléatoire mais directement de l'usage qu'on en a.
- Tu pourras produire ce dont tu as *toi*, l'usage, et non plus en fonction des modes et normes imposées par l'économie la plus puissante.
- Avant de t'engager dans une production quelconque, tu prendras en compte ses retombées sociales et environnementales.
- Tu refuseras toute production qui te ravale au rang d'exécutant ou ne t'apprend rien.
- Tu pourras donner à toutes tes entreprises un caractère expérimental. La recherche prend le pas sur la productivité. Au moindre doute, l'expérience pourra être suspendue sans jeter à la rue les travailleurs.
- Tu ne seras plus obligé de « voir grand ».
- Tu relocaliseras ton économie.
- La solidarité entre les peuples remplace la concurrence universelle.
- Tu peux t'investir toute ta vie dans les activités de ton choix.
- Le temps de travail nécessaire à la recherche prend le pas sur le temps de travail consacré aux tâches mécaniques.
- Les déviances sont traitées comme des effets du nouveau système et non plus comme la preuve de la malfaison de leurs auteurs et un appel à répression.

³ André Gorz, rallié à l'économie distributive, s'était engagé en faveur d'un revenu « suffisant » (V. l'article paru dans TRANSVERSALES, 3^e trimestre 2002, auquel on s'est bien gardé de faire référence au moment de sa mort en 2007).

Les espérances que nous avons placées dans la démocratie et le socialisme sont irréalisables dans le cadre d'un modèle économique ravageur aussi bien au plan social qu'environnemental.

Le modèle libéral doit son triomphe à l'obligation faite à tous les producteurs, chefs d'entreprise ou salariés, de participer à une économie basée sur des profits monétaires croissants.

Il peut être vaincu par un autre, tirant parti des aspirations tenaces des peuples à disposer d'eux-mêmes et d'expériences qui n'ont jamais cessé, en marge de la marchandisation des ressources humaines et naturelles.

le choc

est inévitable entre ***le ralliement actif ou implicite à un système économique et politique qui ruine les peuples et la planète et la reprise en main de la situation locale et mondiale*** avec pour horizon :

□ 1. Que chacun puisse entreprendre, à titre personnel ou collectif, en homme libre.

Cette liberté implique une déconnection absolue des moyens d'échange et des profits monétaires qui aujourd'hui en dépendent. Chacun doit donc disposer **inconditionnellement** de moyens d'échanges distribués en proportion des richesses produites (v. plus bas). Libéré de l'obligation d'en faire des profits monétaires croissants, le marché *des propositions* n'aura jamais été aussi *ouvert*.

□ 2. Que toute entreprise soit traitée comme une recherche.

Elle poursuit les recherches dont nous héritons et qui définissent d'une manière toujours provisoire nos identités. Elle conduit à de nouvelles recherches. La maîtrise de ces recherches est assurée dans les deux cas par la distribution inconditionnelle de moyens d'échange proportionnels aux richesses disponibles et non plus aux profits qu'il faut aujourd'hui commencer par en faire.

□ 3. Que les décisions soient prises à titre expérimental

Ce troisième point se déduit des deux précédents. Poursuivre les recherches entreprises ne s'imposera plus ni du fait de l'obligation de faire des profits monétaires, ni du fait que leur responsabilité aura été déléguée à la majorité des voix. Le principe de précaution ne peut en effet jouer à fond que si les entreprises peuvent à tout moment être suspendues, sans attendre l'échec commercial ou le prochain cycle de démission populaire (délégation de pouvoir).

**Dans le cadre du système actuel
rassembler des voix**

sur la base de thèmes porteurs (sécurité, justice sociale, écologie) n'offre aucune garantie de sortir des trois impasses que constituent
l'obligation de croissance des profits monétaire, qui détruit la planète,
l'obligation de faire décroître l'empreinte écologique dans un système économique dont les injustices et abus n'en permettent pas moins de faire « vivre » les salariés et le service public.
l'arrivée du capitalisme vert, qui se propose de faire des profits sur des produits en principe « décroissants », mais qu'il faudra continuer de vendre massivement et où les décisions, prises et imposées par les banquiers, les technocrates et les chefs d'entreprises en fonction des profits à faire continueront de mettre les peuples sous la coupe de l'économie la plus puissante.

les « alternatives »

comme les Sel, les Amap, les coopératives, la restriction volontaire, prouvent la montée en puissance d'un souhait d'employer autrement le temps et les ressources. Elles préfigurent les expériences que nous pourrions faire en continu et à plus grande échelle. En attendant elles servent d'exutoire aux énergies réprimées ou de pansement au système. Elles dispensent de l'abolir et facilitent l'abdication des pouvoirs publics devant la misère. A supposer qu'elles se multiplient, n'oubliez pas qu'à cent degrés l'eau change d'état !

Quand la chaleur risquera de faire sauter le couvercle de la marmite...

Vous baisserez la température ? Comment ?

En faisant appel à l'armée ? A un marché plus totalitaire encore, repeint en vert ?
Prenez plutôt appui sur vos espérances réprimées ou déviées en complicités objectives.

Créez l'événement

déclarez l'abolition du profit monétaire et de la guerre économique

*Distribuer les moyens de paiement
en proportion des produits et services disponibles
est le seul modèle qui permette de conserver
ce que nous avons arraché au capitalisme
et de respecter les ressources humaines et naturelles.*

Ceux qui aujourd'hui ne veulent pas « y croire » reproduisent la même erreur que ceux qui ne croyaient pas à l'abolition des priviléges, de l'esclavage, de la peine de mort, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, aux congés payés, à la sécurité sociale, à l'émancipation des femmes.

Pour tous compléments sur l'hypothèse présentée :

PROSPER pour la maîtrise de leurs usages par les usagers

www : prosperdis.org

prosper.dis@wanadoo.fr

PROSPER fait son Marché

5. Visite au rayon anti-utilitaire

Que l'usage relève de l'alimentaire ou du métaphysique, des *utilités* s'imposent : des ressources matérielles nécessaires, plus ou moins adaptées, des stratégies plus ou moins efficaces, des arguments et des représentations qui s'étaient mutuellement. Des « *il faut* » qui reproduisent ou innovent dans le cadre de l'usage *en question(s)*, toujours ouvert et flou, en dépit des directions qu'il impose et des rituels dont il s'entoure.

En schématisant : ces utilités sont asservies, sur une face, à la *valeur* attribuée à telle manière de faire ou usage, sur l'autre aux *conditions* qu'il faut réunir « pour y arriver » - l'utilisation des ressources disponibles. A l'interface, l'*usager*, animé, requis par l'hypothèse directrice des usages auxquels il sacrifie, et se sacrifie aussi (par quoi il sera reconnu). La conformité de son acte d'allégeance, de sa copie, volontaire, paresseuse ou forcée, ne peut se faire qu'idéale. La passion qu'il met à approcher de l'idéal peut être faible, voire nulle, et même se retourner contre ce qu'il admettait au départ devoir faire, mais même dans ce cas il se montrera *en recherche*. Cette recherche constante, polymorphe, polyvalente, individuelle ou collective, réinvente l'environnement qui la crée, entretient nos usages, leurs « objets » et objectifs, leurs hypothèses, *donne* des exemples de leur traitement par des usagers qui, en les partageant, font société. Ainsi notre existence s'*expériencie-t-elle* au jour le jour.

Cette expérienciation souple, son inventivité, son bricolage, font le cœur de la pensée anti-utilitariste¹⁸ et de la pensée tout court. Son travail accompagne, enveloppe, pénètre les raisons officielles, toutes faites, qui expliquent la société comme elle va et la justifient. Penser cette expérienciation, *penser l'anti-utilité*, se faire attentif au premier chef à ce qui se passe au moment d'user de, n'a rien, comme le donne à croire le qualificatif « anti-utilitariste », contre le fait que ce moment est empreint de *devoir-faire* : c'est au contraire prendre très au sérieux notre existence d'usagers, environnés d'*utilités* et d'*utilisations à doser* avec adresse et précautions. C'est reconnaître que leur présence et leur emploi constituent un souci permanent. Et donc être conduit à protester contre les « raisons » qui tendent à assigner l'expérienciation à résidence, à l'*utilitariser* étroitement, à réduire ce que nous faisons, son efficacité pratique ou la ressemblance visée à une rationalité par A + B.¹⁹

¹⁸ Elles constituent également le « cœur de métier » de l'usologue, attentif au premier chef à la variabilité des usages et de leurs interprétations, aux anticipations et rétroactions jamais absolument prévisibles de ce qui s'utilise et modélise et de l'environnement d'usages dans lequel les utilisations et modélisations ont lieu. Ce qui explique pourquoi, ayant pris connaissance de la *Critique de la raison utilitaire* d'Alain Caillé (*La Découverte* 1988), j'ai aussitôt reconnu qu'elle convergeait avec mes recherches et les en ai fait bénéficier - et pourquoi le début du présent article commence par un abrégé d'usologie.

¹⁹ Victor Hugo, *Les Misérables* : « On fera le bonheur par A + B ».

Définir les conduites anti-utilitaristes comme des façons de desserrer l'étau des contingences et des systèmes déjà institués pour les desserrer, élargit le champ qui a aidé les « anti-utilitaristes » contemporains ou « maussiens » à se déclarer comme tels : celui du « don », réglé par la triple obligation de donner, recevoir et rendre.

Les conclusions tirées par les maussiens de l'observation de ce champ, où l'usager ne calcule pas d'une manière strictement comptable, font pièce à un mode de pensée qui interprète toute chose en fonction de « l'intérêt ». Les conduites observées dans le champ du « don » nous semblent toutefois relever d'un cas de figure particulier des ruses que nous utilisons contre la systématisation des usages. Leur particularité tenant à ce que le domaine du don intègre par avance, institutionnalise, les capacités de « desserrement ». [v. p.21]

Reconnaitre que « desserrer » les utilités ou contraintes travaille l'ensemble des conduites jusque dans ce qui les oppose n'interdit pas pour autant de chercher si elles sont pertinentes en matière même de desserrement.²⁰

L'anti-utilitarisme, spontané ou théorique, refuse ou éveille au refus des pratiques et méthodisations qui posent qu'il est possible d'échapper à la trivialité polymorphe du quotidien, du faire en général, par une mécanisation, une rationalisation pures et parfaites. Il proteste contre le passage « technicien²¹ » du libre exercice de l'intelligence à l'inintelligence de l'exercice, passage qui commence par un « oubli » radical d'autres utilisations possibles, de ce qui se fait et se fera toujours d'autre dans ce que nous observons ou croyons faire.

Cette protestation, cristallisée au début des années 1980 par le MAUSS²² via l'emploi du vocable « anti-utilitariste », s'est manifestée de tout temps contre l'emprise que des usagers, institués ou autoproposés maîtres ès-usages, ont établi sur d'autres usagers, qu'il s'agisse des usages de l'Inconnu (les systèmes de croyance), des usages de la pensée (les systèmes de pensée), des usages esthétiques (les systèmes du Beau), des usages du politique (la monarchie, l'électoralisme, la démocratie identifiée au Marché), des systèmes de vie sociale (l'autorité du Père, la sexualité réduite à la procréation), des systèmes de justice, d'élevage, agricoles..., tous usages conçus comme réalisant des progrès constants et qu'on voudrait croire achevés par les dernières trouvailles idéologiques, institutionnelles et technologiques.

De tout temps des usagers ont élevé leur puissance d'adaptation et d'accommodation, leur puissance *d'en user autrement* au rang de *liberté fondamentale*. Ils ont refusé ou cherché les moyens de refuser la réduction de cette puissance par des mises en forme, un encerclement pratique et théorique qui doutaient d'elle, doutaient d'eux, et prétendaient la mécaniser (et eux). C'est toute l'histoire de la liberté, de nos libérations, plutôt, où des isolés, des groupes, rompent les encerclements instrumentaux, les utilités locales, présentées comme naturelles, rusent avec la banalité totalitaire, *le réductif*. C'est très précisément à ce *réductif* que la pensée anti-utilitariste, consciemment ou non, s'attache, en attirant l'attention sur la résistance que *la puissance d'en user autrement* est capable de lui opposer, les voies par lesquelles elle lui échappe.

²⁰ C'est l'objet de l'étude suivante « Au marché de la décroissance ».

²¹ Cf. Jacques Ellul, 1912-1994, dont l'œuvre, marquée par le souci de dominer le totalitarisme techniciste, est en partie récupérée par la critique de l'économicisme.

²² Mouvement Anti-Utilitariste dans les Sciences Sociales, acronyme en hommage à Marcel Mauss, 1873-1950 (Sociologie et Anthropologie, PUF 1950, avec une introduction de Cl. Lévi-Strauss).

En mettant en exergue la triple obligation, de caractère anthropologique, signalée par Marcel Mauss, de *donner* (sous forme de services, cadeaux, etc.), de *recevoir* ce qui vous a été donné, et de « le » *rendre*, d'une manière à peu près équivalente et plus ou moins différée, les sociologues « maussiens » se sont attachés à montrer qu'en marge des échanges marchands, marchandisés, donnant-donnant, où ceux qui échangent n'ont en principe de souci de leur partenaire qu'au moment de la transaction, il existe tout un commerce de « choses sans prix »²³, de dons et contre-dons défiant la comptabilité exacte, où les rapports interpersonnels, le sens de l'autre, résistent aux automatismes.

Pétrie d'intelligence²⁴ d'autrui, de devancement de ses attentes, sous-tendue par des utilités matérielles, psychologiques, symboliques, réparties sur des échelles de temps souples, capable de changements de perspective, la puissance polymorphe d'user de dépense dans tous les domaines, et pas seulement celui des échanges sous forme de cadeaux²⁵, une énergie, une générosité considérables, dont le résultat *rend* au donateur bien davantage, encore que sur des plans différents, qu'il n'a dépensé. D'où la question, toujours pendante, de savoir si cette façon de « rendre » ne relève pas « comme le reste », du *rendement*, c'est-à-dire de l'égoïsme et de l'économicisme qui mènent le monde, de la maximisation du profit personnel ou collectif. La générosité du donateur, qui paraît l'animer, ne serait-elle pas une ruse de l'*intérêt bête et méchant* ?

Les conduites anti-utilitaristes desserrent indifféremment toutes les contraintes.

A cette question, les anti-utilitaristes déclarés ou « maussiens », n'ont encore à mon sens jamais répondu de façon convaincante du fait qu'ils n'ont pas tiré parti de ce que *les conduites anti-utilitaristes se présentent comme des utilisations souples ou en recherche d'assouplissement des contraintes*, matérielles et autres, et que *la majorité de nos activités n'ont en tout premier lieu d'intérêt ou d'utilité que dans la mesure où elles témoignent de potentialités anti-mécanicistes* (anti-réductrices). Par ailleurs, tout acteur se manifeste comme donateur de son interprétation du *donné*. Il donne à savoir, quoi qu'il veuille, ce qu'il fait, comment il a « dû » faire, comment il a inventé et continue d'inventer la source et les ressources de ce donné, à travers divers montages, originaux ou suivistes. Cette donation ne peut pas ne pas se faire *exemplaire*. Elle tend à gommer ce qu'elle a d'hypothétique et à se faire *utilitariste* (réductrice). Ce qu'elle a d'exemplaire (et ceci même si l'exemple est désastreux) contribue donc à *mécaniser* la solution, à la *généraliser*.

La souplesse des utilisations et modélisations, qui non seulement accompagne mais définit toute pratique, se retourne, au final, en utilisation donnée, au minimum²⁶, pour *intéressante*. Un minimum qui suffit à assurer le triomphe de ceux qui tiennent pour

²³ Jean Duvignaud (1921-2007), *Le prix des choses sans prix*, Actes Sud 2001 (Galilée 78). V. aussi *Le don du rien*, Stock, Le « Ça » perché (id.), *Hérésie et subversion*, La Découverte, 1986.

²⁴ Définie comme capacité de décentrement, « détour », plutôt qu'en termes de contenu, et dont les stratégies les plus éminentes, qui crèvent les plafonds de QI, traduisent des anticipations, regroupements analogiques, etc., où le sujet (se) décentre par rapport à ce qu'il « sait ». Entre « intelligence » entendue ainsi et anti-utilitarisme, les ponts sont si nombreux qu'on est tenté de les confondre.

²⁵ Cf. théories, visions du monde, inventions, œuvres d'art... Ligne 1 du dernier § page précédente.

²⁶ « Au maximum » elle se *donne* (il en est fait don !) comme (de) LA SEULE, assortie de connotations sécuritaires (fais, crois, et tu seras sauvé - si tout le monde en faisait autant - telle est la vérité, etc.), lesquelles déclenchent aussitôt ou préparent des conduites d'évitement.

La faveur avec laquelle ont été reçus les écrits sur « le don » est à certains égards comparable à celle qu'a suscité « la décroissance ».

Nombre de lecteurs se sont sentis soudain reconnus et soulagés du soupçon d'intéressement égoïste. Ils n'étaient donc pas aussi méchants qu'on voulait le leur faire croire ! Le principe de la méchanceté (l'intérêt) néanmoins se conserve et continue généreusement de s'appliquer aux autres...

Notre façon de concevoir l'anti-utilitarisme comme anti-réductionnisme pourrait être tout aussi gratifiante, dans la mesure où les multiples bricolages desserrant les utilités connotent une capacité infiniment inventive, sans cesse renaissante, de se libérer...

Les conduites de « desserrement » se rencontrant aussi bien chez les philistins que chez les esprits libres, ce sont au final des critères de desserrement supérieur qui permettent de départager les choix [v. note 3].

explicatif que « l'intérêt » mène l'action du début à la fin, et à qui il reste à apprendre (ce qui concerne également les anti-utilitaristes déclarés) pourquoi et comment l'*« intérêt » n'a d'intérêt que dans la mesure où il s'active à desserrer les contraintes anthropologiques ou locales-temporelles*.

Voyons bien par ailleurs que dans un monde en quête d'assurances de toutes sortes, les usagers, quelle que soit leur condition sociale, essaient par divers moyens de se réassurer contre le réductionnisme institutionnel censé, par son caractère de généralité, assurer une sécurité supérieure. Ainsi produisent-ils spontanément moult recettes et contre-systèmes amortisseurs qui atténuent les rigueurs du sort commun (par l'humour et le rire, notamment). Dans leur recherche d'assouplissement de tout ce qui peut avoir un caractère mécanique, il peut même leur arriver de soutenir certaines réductions institutionnelles. Ces retournements se rencontrent couramment du côté d'usagers intéressés, à titre personnel ou professionnel, au maintien de régularités hors desquelles il ne serait plus possible de s'orienter. Les parents, gendarmes, juges, professeurs, médecins, luttent contre les enchaînement consécutifs à des mauvais plis et habitudes, au désordre, à la paresse, la bêtise, aux vues à court terme, à la désorganisation, la gabegie, au manque d'informations, à la drogue... Dans leur appel (et rappels parfois violents) au respect des règles élémentaires, ils ne se font (dans notre définition élargie de l'anti-utilitarisme) pas moins anti-utilitaristes que les artistes en donations libératrices (qui elles-mêmes font parfois violence au désordre établi). Ainsi, *dans les conditions qui sont les nôtres en tout cas*, tous les comportements anti-utilitaristes se retrouvent-ils sous la même enseigne, celle de la burette à huile.

*

La façon dont la capacité de desserrer les utilités, d'assouplir les stratégies, l'anti-utilitarisme spontané, dont personne n'a l'apanage, peut se retourner en soutien du désordre établi, a de quoi décourager. C'est toute l'histoire de la déception, cette fois, qui, avec celle de la liberté, mentionnée plus haut, forme une double hélice.

Qu'est-ce que **PROSPER** vient faire dans un marché aussi tordu ?

...Dire, rappeler, que le bien-faire n'a rien de sûr. Que nul ne peut se « sauver » par aucun acte, acheter sa paix mentale, sa reconnaissance sociale, par aucune bonne-intention. Que la double hélice du grand marché des actes, un brin pour se libérer, l'autre pour généraliser, mécaniser l'exemple ainsi donné, sévira jusqu'à la fin des temps. Et que la mise en observation des usages et de leur anti-utilité (l'attention portée au desserrement des contraintes), pourrait bien trouver là sa philosophie, au sens antique et largement *desserré* pour l'occasion, de sagesse.

De loin en loin certaines crises remettent la double hélice à plat. Mais nous n'avons encore jamais eu les moyens de prendre à tout moment conscience de nos actes comme de risques, de chemins qui se créent sous nos pas, quand bien même nous croyons en suivre déjà tracés. Or c'est, semble-t-il, ce que permet une économie sans profits monétaires et de penser l'usologie.

L'économie actuelle implique que nous nous investissons comme des croyants dans toutes nos productions et consommations, évaluant nos mérites par le truchement de la seule mesure qui compte : l'argent - nos capacités d'en avoir et de le dépenser. Elle nous fait rebondir de dogmes en dogmes, de besoins en besoins qui se surclassent pour la seule raison qui là encore puisse compter : celle du profit supérieur à tirer des changements de produits et services. Elle nous reconnaît à travers ce que nous sommes capables de produire et consommer, sur un mode avant tout quantitatif et donc éminemment comparatif. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'on y voie proliférer des publicités, récits de succès, d'ascensions dans des hiérarchies indexées selon la capacité de dépense que donne l'argent, et des penseurs de « l'être » qui larmoient parce que la technique nous le fait « oublier » alors qu'il est omniprésent sous la seule forme qu'il ait jamais eue et pourra jamais avoir : la forme comptable²⁷.

L'usologie, définie comme mise en observation de cela seul qui peut s'observer contradictoirement : des manières de faire, conduit à douter de pouvoir jamais savoir tout ce qui s'utilise là ni tous les effets que cette utilisation peut avoir sur son environnement. Une fois franchie sa réduction initiale de toute chose à une manière de faire ou usage, sa méthode s'avère hautement anti-réductrice. Ce que « tu » sais des « choses » ne se fera jamais qu'approché, « tes » affirmations ne feront jamais que des affirmations, « frimant » le vérifique. Ce que tu sais au plan pratique, tu ne le sais « bien » que dans la mesure où tu peux à tout moment l'adapter, et donc te livrer à une critique permanente, anti-utilitariste, de ses hypothèses et de son environnement...

dans une économie sans profits monétaire le don n'est plus asservi au rattrapage

Cette critique, dans le cadre du marché actuel, n'a rien de libre. Car qu'est-ce qui avant tout la provoque ? La contre-productivité monétaire des besoins dont on nous impose l'usage²⁸. Leur contre-productivité sociale et écologique s'évaluent à la même aune : la répression et l'assistance ont un coût, et la planète qui se déglingue sous nos pieds, combien ça vaut pour réparer... ?

Le marché de **PROSPER**, libéré des contraintes du profit monétaire, est un marché de propositions concrètes anticipant sur des utilisations et modèles capables de traiter les usages sous forme d'ensembles et non plus séparément, comme on le fait aujourd'hui pour leur donner le maximum de visibilité et de profitabilité monétaire. Rappelons que la solidarité publique n'y dépend plus, via les taxes et impôts, de la redistribution des profits monétaires qu'assurent plus facilement les croissances fortes. Nul besoin de taxes compensatrices ou d'emprunts nouveaux pour réparer les dommages provoqués par la Croissance ou assurer un minimum de paix sociale par des revenus minimaux (ou « de base »). L'adonnement personnel, libéré du salariat, devient central, et la bienveillance, la non-violence, sont acquises comme par surcroît. **Le don sort du même coup du cadre des industries et commerces de rattrapage**, des ONG et des fondations qui

²⁷ Etre, c'est être comparé, jugé, qualifié, sauvé ou perdu. Il n'est donc pas la solution mais le problème !

²⁸ V. cahier18, **PROSPER fait son Marché**, 1.

Insistons sur le fait que ce que les usagers spontanément désavouent dans « l'intérêt », « l'utile », « le profit », ne vient pas de ce qu'il n'y ait aucun intérêt, aucune utilité, aucun profit, dans les techniques ou conceptions proposées, mais de leur caractère réducteur et des tensions qu'elles provoquent.

Ils désavouent tout aussi spontanément des hypothèses « qui ne mènent à rien » ou qu'ils jugent telles parce qu'ils ne voient pas (encore) comment les intégrer dans le réseau d'usages, qui, distendu ou par trop tendu, constitue leur lieu, leurs liens de (sur)vie.

Le désaveu des utilités par trop réductrices n'implique aucun « esprit » anti-conservateur. Il s'inscrit dans le souci général de préserver les capacités de desserrer l'étau des contraintes, de canaliser les obligations, de conserver les niches de libertés.

Celles-ci ayant souvent été péniblement acquises, on comprend l'inquiétude (le serrement de méninges) que toute nouvelle hypothèse provoque, plus inquiétante encore si elle promet des facilités de desserrement inédites, comme l'économie sans profits monétaires... Encore un truc qu'il va falloir apprivoiser !

recyclent les surprofits obtenus sur un marché indifférent à ses dégâts. Il ne relève plus des compensations « sociales » d'un système qui, en promettant une redistribution plus juste, engraine plus profondément chaque génération dans l'injustice.

Le marché de **PROSPER** s'annonce comme un *marché aux expériences* plus ouvert et « concurrentiel » qu'aucun partisan actuel du sacro-saint Marché n'a jamais osé l'espérer, avec, au centre, des entreprises dont les investissements, le but, sont libérés du profit monétaire et des personnes qui, libérées du salariat, peuvent à tout moment refuser la mécanisation imbécile de leurs activités, de leur existence et de l'exploitation de la planète. Dans une économie où l'émulation ne signifie plus l'écrasement des autres, *chacun peut s'adonner à fond aux activités qui lui paraissent encore pouvoir aider au desserrement des contraintes basiques aussi bien qu'à celui des contraintes dont toute société* (et la société que nous avons en projet comme les autres) *accompagne leur résolution*. Le questionnement anti-utilitariste, qui participe intimement de toutes les expériences et expérienciations, peut à tout moment monter à la surface, être partagé, et la sérénité de ce partage réaliser une potentialité de la démocratie que les penseurs les plus exigeants de la démocratie ont omise.

La pensée anti-utilitariste telle que le MAUSS l'assume aujourd'hui doit une grande partie de son charme, reconnaissions-le, au fait qu'elle se porte garante d'un mode d'existence protestataire parallèle, intervenant à titre compensatoire, imaginatif et bienveillant jusque dans le jeu aveugle et tête des forces du Marché. A supposer que notre hypothèse soit adoptée, qui pourra encore poser à l'anti-utilitariste ? L'expérience anti-utilitaire, anti-contrainte(s), le surclassement constant des utilités ou contraintes par de nouvelles hypothèses de travail qui en libère, sera reconnue comme la vie même, et donner, recevoir, rendre, comme trois figures de libération plutôt que d'obligation.

**La discussion qui suit couvre
l'ensemble des deux articles
PROSPER fait son marché
parus dans ce cahier**

Dans la mesure où, dans la majorité des cas, le premier intérêt d'une conduite est de « desserrer » les contraintes, « l'anti-utilitarisme » est la chose au monde la mieux partagée.

Mais ainsi compris, le concept d'anti-utilitarisme, comme celui de « bon sens », peut dès lors s'appliquer à tout et son contraire !

Entre deux conduites anti-utilitaristes, quels critères retenir pour juger leur pertinence ?

Ta définition de l'anti-utilitarisme ne sera jamais reçue par les maussiens !

Ils peuvent toujours y réfléchir ? Car s'ils ont inventé le terme, ils n'ont pas inventé la chose. Ils l'ont mise en observation, en valeur, mieux qu'on ne l'avait jamais fait. Mais les exemples qu'ils ont exploités pour généraliser le concept l'ont fait dépendre de leur exemple favori, celui du don. Ils l'ont comme modelé dans ou pour ce champ d'observation privilégié, où le desserrement fonctionne d'une manière toute institutionnelle - son mode de fonctionnement desserré, desserrant, y est d'avance acquis.

*Le « don » ne constitue
qu'une région de desserrement
parmi d'autres.*

Ce modelage n'en est pas moins d'une remarquable audace ! Tirer parti des « trous » qu'il y a entre les moments où tu donnes et où l'autre te rend, sur le fait que ce qui est rendu (un bouquet de fleurs pour un service) est d'une autre nature que ce qui a été donné, et en déduire l'existence d'une comptabilité improbable mais vitale... Il fallait le voir ! J'avoue pourtant avoir toujours eu du mal à saisir et davantage encore à expliquer le rapport entre « don » et « anti-utilitaire ». Il y a comme une rupture de charge. Transborder les concepts d'un train à l'autre n'a rien d'évident.

L'explication me semble plus facile à partir du moment où toute conduite peut être décrite comme desserrant des contraintes, locales ou générales. Comme desserrant ce dont on *fait utilité*, dont il faut bien faire utilité, utiliser. Si ce desserrement joue partout, on le rencontre forcément aussi dans le domaine du don, où il se présente dans des conditions particulières. L'importance du don, de l'adonnement personnel, dans la vie sociale, l'environnement psychologique, n'en est pas du tout diminuée. Au contraire.

Dans ce que les pratiques ont d'anti-utilitariste qu'est-ce que tu retiens en premier ?

Leur inventivité permanente, que ce soit dans l'ordre des relations sociales, de la chanson ou de la recherche médicale. Une inventivité en attente d'être reçue, reconnue pour son inventivité même, pour le cadeau qu'elle fait, moins du résultat d'un travail que de l'invitation au partage de capacités d'inventivité dont elles apportent, donnent la preuve.

En l'état actuel de nos interprétations, ce cadeau n'est pas identifiable comme tel. Son intention ne peut être chiffrée. Ses conséquences, par contre, le sont : permet-il de faire des profits monétaires supérieurs ? Des économies en matière de ressources naturelles, énergétiques... ?

Une économie qui abolit le profit monétaire promet un accès plus direct aux cadeaux de l'inventivité, aux diverses façons d'improviser des solutions, de

négocier, démécaniser, desserrer les urgences, les utilités, comme nous le faisons, l'avons toujours fait, aussi bien pour recopier (qu'on ne fait jamais exactement : les ingrédients, les circonstances, n'arrêtent pas de varier...), que pour « changer les choses ».

Définir l'anti-utilitarisme comme une façon de desserrer, passe encore. Mais quand tu montres que ce desserrement peut s'appliquer à n'importe quoi et son contraire...

En ce moment, par exemple, tes objections visent à desserrer une *utilité* qui, à moi pour commencer, paraît féconde : celle d'avoir à considérer toute chose sous l'angle du desserrement.

Les objections que s'attirent les Maussiens visent à desserrer un modèle qui pose comme utile de « serrer » notre pensée sur un mode, une utilité, qui veut que « l'intérêt » ne mène pas le monde d'une manière automatique. Mais ces objections relèvent de l'anti-utilitarisme le plus spontané ! Elles desserrent ce qu'on ressent de mécanique dans la position maussienne comme dans tout positionnement, même lorsqu'il se présente comme une hypothèse de travail.

Le scandale d'apprendre que personne n'a reçu le desserrement en apanage est comme aggravé par une éducation qui nous permet de nous sentir moins « serrés » munis d'un outil qui distingue les « bons » et les « mauvais » comportements. Si nous ne disposions pas de cet outil nous ne pourrions donc plus nous prévaloir d'aucune vertu. Le manichéisme a des effets desserrants. Il assure un confort mental supérieur !

Toute proposition qui « maîtrise » le réel, le réalise d'une manière ou d'une autre, paraît suspecte ! Elle le *serre*. A fortiori quand elle renouvelle les *utilités* reconnues. Cette suspicion constitue un automatisme anti-utilitariste banal. Vient le moment où la proposition passe la rampe : on se l'approprie, elle participe de notre caisse à outils. Sachant l'utiliser, elle se fait *desserrante*. Mais quand il n'y a plus qu'elle ? Dans ce cas elle se fait *serrante* !

C'est le paradoxe de toute utilité que de pouvoir se faire tantôt serrante et tantôt desserrante. Il est au cœur des discussions à n'en plus finir sur l'homme par nature intéressé ou désintéressé.

Il pourrait bien être aussi au cœur de l'accord ou du désaccord avec le système économique actuel ? Juste. Mais entre l'accord ou le désaccord peux-tu trancher sur un critère anti-utilitariste...?

Pour desserrer n'importe quel ordre ou désordre, une perception anti-utilitariste est nécessaire, mais

elle peut aussi bien jouer pour l'abolir que pour le conserver !

Celui qui soutient l'ordre libéral voit dans le marché, en toute rigueur anti-utilitariste, l'intérêt qu'il présente pour desserrer la puissance des puissants, multiplier le nombre de propositions d'achat qui éviteront de faire la queue pour acheter LE seul produit décidé par le Plan. Il identifie le Marché à la Démocratie et invite les malheureux loups à devenir aussi gras que lui.

Mais il ne voit pas que ce qui lui est offert sur le marché résulte de décisions qui n'ont rien de démocratique, étroitement liées à l'économisme monétariste, au prix de quels tours de vis plus profitables les uns que les autres, qui gagnent tous les jours en irréversibilité au point et que si une utilité primaire « saute » (ex. : disposer de pétrole ou d'une croissance des profits monétaires suffisante), tout se débobine. S'il le voit, il fait confiance au système pour desserrer les noeuds - ou resserrer ?- où ça s'impose.

Il l'« anti-utilitarise » !

L'anti-utilitarisme libéral existe ! La majorité de ceux qui vivent en système libéral ne s'y sentent pas du tout à l'étroit - *serrés*. Ou s'ils le sentent ils comptent sur lui pour s'y créer des niches. Une fois à l'abri, ou dans l'espoir d'y être un jour, quand ils entendent dire que le libéralisme et sa croissance épuisent la planète, ils trouvent que c'est exagéré et préfèrent ceux qui les assurent que le progrès technique finira bien par desserrer toutes les angoisses.

Entre l'anti-utilitarisme réformiste, qui va tenter de desserrer certains goulets d'étranglement avec les moyens qui ont conduit où nous en sommes - l'anti-utilitarisme qui *donne* dans le rattrapage, donc - et l'anti-utilitarisme qui prêche pour sortir du système, il n'y a, selon le critère du desserrement - ou de l'anti-utilitarisme tel que je l'envisage - aucune différence.

Mais dans le soutien à une économie basée sur le profit monétaires, le Marché s'utilise comme un dogme ! Faut-il sacrifier la planète à l'usage d'un dogme ? Un dogme, ça sert à serrer...

Mais si tu envisages d'abolir tout profit monétaire, il faut présenter une boîte à outils qui *oblige* à changer d'optique. Rien que de la voir *serre* le cœur ou les méninges et fait craindre toutes sortes de turpitudes totalitaires. On préfère oublier que l'économie actuelle, l'OMC ou l'AGCS²⁹ marchent déjà loin devant sur cette piste.

²⁹ Accord général sur les produits et services.

L'anti-utilitarisme est-il nécessairement en phase avec un projet décroissanciste ?

Prenons un cas précis. Celui de la nécessité ou non de faire décroître l'empreinte écologique des humains - faire la décroissance.

Qui a raison ? Celui qui met son anti-utilitarisme au service du Marché, parce qu'il voit dans le Marché la meilleure façon de contrôler les utilités parce que le prix des plus méchantes d'entre elles, par exemple, sera de plus en plus dissuasif - ou celui qui comme toi ne veut plus de Marché ?

Doucement : « du marché » je suis partisan plus qu'aucun autre, mais pas de celui-là.

PROSPER n'a rien contre la multiplication des offres, constitutives d'un marché de propositions, d'expériences à suivre. Dans l'hypothèse où on n'a plus besoin de profits monétaires et où les moyens de subsister sont assurés, ce marché-là sera plus abondant en offres, notamment immatérielles, que tout ce qu'on peut attendre du marché actuel.

Il travaille à sortir de l'économie actuelle parce que ses retombées concrètes se font de plus en plus contraignantes, parce qu'elle mange toutes les libertés conquises sous son régime - ce qui ne veut pas dire « grâce à elle », car on a dû lutter contre elle pour les obtenir. Parce qu'elle se moque des travailleurs, des espèces vivantes, etc.

Du strict point de vue du desserrement, ce boulot peut se qualifier d'anti-utilitaire. Il conteste qu'il faille, dans toutes les cultures, *faire capitalisme* à partir des utilités liées aux contraintes de base. Car il faudra toujours manger, boire, dormir, s'asseoir, mais il n'est pas du tout nécessaire de vendre et tirer un profit monétaire de ce qu'il faut manger, boire... Beaucoup de peuples s'en sont longtemps passé ou continuent de s'en passer.

Mais attention : les « peuples primitifs », pour faire bref, ont des systèmes de contraintes à côté desquels le nôtre peut passer pour libérateur ! Muni de cette clé, on récrira peut-être un jour, dans le calme des bibliothèques toute l'ethnologie, la sociologie, la philosophie, l'histoire, l'histoire des religions. Je vois déjà nos chercheurs se livrer à des comparaisons entre des utilitarismes et anti-utilitarismes locaux, et en tirer de jolies leçons d'optimisme sur le thème de la servitude ô combien volontaire mais tellement - rusée !!

L'obligation de faire de la croissance monétaire, sans se préoccuper des conséquences écologiques et sociales, peut très bien se décrire comme un système de ruses plus anti-utilitaires les unes que les autres : calculées en fonction de coûts moindres

et de profits supérieurs, elles desserrent certaines utilités par des utilités nouvelles, où figurent aussi bien la croissance des dépenses d'armement que celle des budgets censés épouser les misères sociales ou écologiques.

En matière de profits monétaires, la crise écologique annoncée sera particulièrement juteuse. Le resserrement des ressources va continuer de faire augmenter leurs prix. Les produits et services « décroissants » ou réputés tels vont fouetter la croissance (monétaire) sans garantir du tout une moindre empreinte écologique...

...Mais il arrivera un moment où ce foisonnement de mesures s'avérera contre-productive ? inutile ? Comment ? Pourquoi ?

Parce que la croissance des profits monétaires attendue de la toute dernière ruse - celle de faire « décroissant » - creusera encore le désastre... Et alors ?

...réaction, révolution anti-utilitariste massive et globale. On arrête de faire du capitalisme. Son utilité et ceux qui y jouent les utilités ne sont plus utiles. On desserre tout. On convient du goulet d'étranglement : les profits monétaires, et on abolit leur système ?

Une sorte de ras-le-bol anti-utilitariste ? Nourri de l'observation des catastrophes induites par les multiples ruses anti-utilitaristes qui dés-enchaînent - et déchaînent - la profitabilité monétaire...

Je ne demande pas mieux ! Mais ce ne sera pas du fait que le principe anti-utilitariste est « bon ».

Ta crise d'anti-utilitarisme aura été déterminée ou surdéterminée 1. par l'épuisement des manœuvres anti-utilitaristes visant à desserrer le rétrécissement tendanciel des taux de profits. Ne soyons pas surpris si à ce moment-là les mieux placés dans la gouvernance libérale sauteront dans le train d'une économie sans profits monétaires. Dans l'espoir d'y occuper la prochaine capitainerie. Ils feront tout pour qu'elle ressemble à l'ancienne.

2. Par des pollutions ou par des épidémies majeures. Par le réchauffement planétaire... Par l'épuisement des utilités basiques, les ressources dont dépendent toutes les « utilités » humaines, comme les utilités alimentaires.

3. Parce que les bricolages policiers pour desserrer les utilités populaires qui risquent de menacer l'ordre établi feront monter la pression dans la cocotte aux espérances jusqu'à ce que le couvercle saute et libère plein d'utilités ou d'anti-utilités auxquelles on n'osait plus croire, des adonnements dont on augurera qu'ils n'auront jamais été aussi desserrés ou librement anti-utilitaristes...

Dans ce bazar d'utilités et d'anti-utilités, donc, c'est l'anti-utilitarisme qui gagne ?

Non ! Il gagnera de toute façon.

Il « gagne » toujours. Il a gagné à chaque tour de Révolution, anglaise, française, soviétique, et « gagné » encore dans les différents *establishments* qui ont suivi.

On commence par desserrer l'absolutisme et pour que le nouvel ordre dure on cherche des outils pour se prémunir contre les resserrements que le desserrement initial a provoqué : car certains risquent d'abuser, et les voisins vont peut-être y trouver prétexte à... Rien de plus « desserrant » pour l'esprit que de savoir qu'il existe une police et une armée pour se prémunir des lubies du peuple et des menaces de l'étranger. Pourquoi le tout sécuritaire passe-t-il aussi facilement ? Parce qu'il « desserre » la condition des quartiers aussi bien que les risques d'agression ou de terrorisme.

Alors rien à espérer de l'anti-utilitarisme ?

C'est comme si tu disais : rien à espérer du bon sens ! De là à espérer du « mauvais », et comme Mandeville, récupérer l'égoïsme ! Puisqu'il se fait aussi « desserrant », dans chacun de nos actes, que peut l'être une manœuvre de caractère altruiste ! Utilitarisme et anti-utilitarisme sont indissociables. Ils se retournent l'un dans l'autre. Essaie donc de les « lire » sur un anneau de Moebius, où le dessus devient dessous à chaque nouveau tour.

Tu voudrais faire de l'anti-utilitarisme un critère de jugement. Pas possible. Il faut vivre avec. C'est d'ailleurs ce que nous faisons tous les jours, en dépassant l'opposition utilitarisme/anti-utilitarisme.

On la dépasse tous les jours comment ?

En ajustant les réponses et les anticipations !

Mais cet ajustement est continuellement perturbé. Les conditions dans lesquelles nous ajustons nos actes nous obligent à calculer en argent et en positions de pouvoir le prix de nos erreurs. Elles contraint de les produire comme si nous en étions sûrs, et comme si tout le monde devait en faire autant. Cette sécurité, cette exemplification, fondent la banalité totalitaire.

Les moyens dont nous disposons préjugent de ces difficultés d'ajustement. Ils nous forcent à oublier tout ce qui *se fait là* pour en faire la seule chose qu'on puisse en faire : du profit, du salariat, et ce que j'appelle du « don de ratrapage ».

Alors quels autres « moyens » ?

Ceux qu'offrirait une société dont l'économie permettrait de garder prise sur les utilités et anti-utilités, au lieu de l'encastrer dans des produits et services qui doivent s'imposer sur toute la planète,

comme dans l'économie actuelle, totalitaire par nature en dépit du super-oxymore « libre marché ». Aucune économie ne peut assurer un libre marché aux propositions si celles-ci doivent d'abord tenir compte des profits qu'il faut en tirer ou des pouvoirs qu'elles augmentent par le biais de la technocratie ou de l'électoralisme.

Leur lecture ne peut se faire librement que si on se situe à l'extérieur de l'anneau utilitarisme/anti-utilitarisme. Ce dépassement ne peut se faire que dans un cadre expérientiel.

Le critère anti-utilitariste s'appliquerait à savoir où et comment « les utilités » sont le mieux maîtrisées...?

Dans le modèle que *PROSPER* propose, les utilités ne seront pas « mieux maîtrisées » parce qu'elles seront plus ou moins anti-utilitaires. Anti-utilitaires, elles le seront de toute façon ! Elles seront mieux maîtrisées parce que, du fait des nouveaux dispositifs économiques et politiques, l'anti-utilitarisme qui motive toutes nos conduites, sera lui-même mieux maîtrisé. Parce qu'on pourra à tout moment remettre en cause ce qu'on fait, suivre l'expérience au plus près.

Les modalités de ce suivi doivent encore être précisées, en fonction - dernière nouveauté dans l'histoire du distributisme ! - de la pertinence supérieure qu'aurait, pour effectuer ce suivi et dans un souci de préserver les ressources naturelles, une comptabilité exclusivement « matière », et qui ne recourt à aucun chiffrage monétaire, même en monnaie « de consommation ».

L'enjeu du distributisme c'est l'expérienciation. L'inversion, par les distributistes historiques, de l'origine des moyens d'échange, s'en approchait. Celui des Maussiens devrait en toute logique mouiller bientôt dans ces eaux-là. En quoi l'expérienciation trahit les espérances que nous avons placées dans la démocratie et l'écologie ?

Pour la petite histoire : c'est l'échange avec Sylvain Dzimira ci après (où mes remarques ont été intégrées au texte de sa lettre sans que Sylvain y réponde) qui a servi de déclencheur à la suite d'articles « PROSPER fait son marché ».

Aussi étonnant que cela puisse paraître, je ne m'étais jamais rendu compte qu'objecter au marché, comme je le faisais, provoquait chez beaucoup une sainte horreur. Obnubilé, lorsque j'exposais l'hypothèse distributiste, par des questions de faisabilité, je n'avais jamais pensé traiter le marché autrement que pour en dénoncer les méfaits, à l'instar des alter ou antimondialistes. Je n'avais jamais, en d'autres termes, pensé à « construire » un marché « prospérier » d'une manière qui ferait apparaître ce qu'avaient de débiles les aspirations couvertes par ce qu'on appelle Marché.

Les objections de Sylvain, spécialiste de la pensée « maussienne », et plus sensible que moi aux nuances entre utilitarisme, anutilitarisme et anti-utilitarisme m'ont beaucoup donné à réfléchir. Je ne suis d'ailleurs pas sûr d'avoir encore bien compris, et qu'est-ce qui arrive en pareil cas ? Vous rebondissez de fantaisie en fantaisie interprétative, et vous arrêtez tout à coup sur une qui... Tiens donc ? Et pourquoi pas ? C'est ainsi que s'est écrit l'article « Visite au rayon anti-utilitaire » (p. 19).

Débat

Créteil, le 26/02/2007

Cher Jean-Paul Lambert,

Voilà un petit moment déjà que vous m'avez demandé de traduire le distributisme sous l'angle du don, en qualité de MAUSSien j'imagine¹. J'ai accepté au moins de m'interroger sans savoir ce que cela pouvait donner, même si j'avais le sentiment que vous aviez commencé à le faire avec votre bel article sur l'adonnement paru dans *La revue du MAUSS* n°28 : *Penser la crise de l'école*². Aujourd'hui, ma position est mitigée. Comme toutes les doctrines morales et politiques, le distributisme répond à sa manière aux questions éternelles : à qui donner, quoi, comment, en vue de quoi. Ici, une traduction est donc possible. Néanmoins, les réponses qu'il y apporte ne me semblent pas parvenir à s'affranchir de la manière de voir le monde qu'il dénonce. Ma position ne doit pas vous étonner, Alain Caillé vous ayant déjà indiqué en quoi à ses yeux le distributisme de Jacques Duboin est empreint d'économicisme et d'utilitarisme. Néanmoins, les positions du distributisme actuel, soutenues par PROSPER, n'étant pas réductibles au distributisme ancien, j'ai voulu continuer le dialogue.

¹ MAUSSien = du M.A.U.S.S., Mouvement antiutilitariste dans les sciences sociales. Depuis 25 ans *La revue du MAUSS* critique ce qu'Alain Caillé, son directeur-animateur, appelle « l'axiomatique de l'intérêt », cette manière d'appréhender la réalité sociale historique sous le seul angle de l'intérêt, qui s'est imposée dans un bon nombre de disciplines des « sciences sociales » - au premier rang desquelles les sciences économiques standards, néoclassiques - et jusque dans la philosophie. Depuis une quinzaine d'années, le MAUSS élabore, questionne et promeut une autre manière d'interroger cette réalité, « sous l'angle du don ». Pour éviter les malentendus, précisons d'emblée que ce « paradigme du don » comme nous l'appelons au MAUSS n'est en rien angélique, puisqu'il reconnaît toute sa place à l'intérêt (au calcul, à la stratégie etc.) comme motif important du comportement. On peut consulter utilement le site du MAUSS : www.revuedumauss.com.

² *Revue du MAUSS semestrielle* n°28, « Penser la crise de l'école », MAUSS/La Découverte.

Critique antiutilitariste du distributisme ancien

Je commencerai par restituer la critique antiutilitariste du distributisme ancien, avant de discuter vos positions. Je finirai par une trop brève tentative de traduction du distributisme dans le langage du don.

Dans la préface à la sélection d'articles de J. Duboin que vous avez présentée et publiée³, Alain Caillé relève que si la dénonciation par J. Duboin de l'absurdité de notre monde s'inscrit dans l'aventure antiutilitariste, il succombe au chant des sirènes de l'utilitarisme par les solutions qu'il préconise. J. Duboin souligne que nous vivons dans un monde qui produit en abondance des richesses et s'imagine néanmoins sous l'empire de la rareté qu'il entretient effectivement pour certains, privés de cette abondance ; un monde qui parvient à se libérer du travail et ne s'imagine pas autrement que sous le règne de la nécessité et du travail ; un monde qui s'est ainsi donné les moyens de goûter à la véritable richesse, le loisir – qui n'est pas l'oisiveté, mais... l'adonnement si nous avons bien compris et sur lequel nous reviendrons – mais est incapable de le toucher ne serait-ce que du bout des lèvres, ne s'imaginant pas la richesse autrement que monétaire et prenant sa source dans l'échange donnant-donnant. Tout cela sonne bien antiutilitariste. On retrouve d'ailleurs ces thèmes traités par les MAUSSIENS. La critique de la rareté comme mythe spécifiquement moderne qui façonne notre manière de penser et d'agir sous le signe du calcul et de l'instrumentalité est l'un des tout premiers thèmes de réflexion du MAUSS⁴ : imaginées rares, les ressources doivent être économisées, et nous devons en conséquence les utiliser au mieux, nous faire calculateurs en maximisant les avantages et en minimisant les coûts de leur exploitation. La critique du travail en tant que seule activité socialement valorisée est à peine plus tardive⁵. Enfin, depuis le début de son aventure le MAUSS n'a pas cessé de souligner que ni la richesse véritable, ni le bonheur ne sont mesurables monétairement⁶.

C'est la raison pour laquelle j'ai suivi la revue du MAUSS dès que j'ai connu son existence. Recru de travail social sans fin ni fond, je cherchais comment faire disjoncter le droit des sous-prolétaires à l'épanouissement personnel de leur « utilité » dans le cycle de la (et de leur

³ Duboin, J., 1998, *Le socialisme distributiste*, Présentation et choix de textes par Jean-Paul Lambert (préface d'Alain Caillé), L'Harmattan.

⁴ *Bulletin du MAUSS* n°12, 1984, 4^e trim., « Évanescences de l'économique », MAUSS.

⁵ Elle vient avec la question d'un revenu minimum inconditionnel. *Bulletin du MAUSS* n°23, 1987, 3^e trim., « Du revenu social. Au-delà de l'aide, la citoyenneté », MAUSS.

⁶ *Bulletin du MAUSS* n° 6, 1983, 2^e trim., « Autour de l'utilitarisme », MAUSS.

marchedisation ou économicisation générale - qui ne bafoue d'ailleurs pas qu'eux.

Si les critiques que Duboin prononce à l'endroit de la Modernité sont antiutilitaristes, il n'en est pas de même de la solution qu'il envisage pour rompre avec les maux qu'il dénonce qui traduit un économicisme et un utilitarisme « foncier » selon A. Caillé [Caillé, 1998, p. 14]. Rappelons la solution : en finir avec la rareté grâce à la science et à la technique, et *par suite* : en finir avec les inégalités, chacun percevant un revenu égal exclusivement destiné à la dépense et ne pouvant être cumulé, dont la somme correspond à la valeur de ce qui a été produit ; en finir avec le travail, chacun pouvant s'adonner librement à ce qui lui plaît ; en finir avec les conflits, l'abondance matérielle rendant les hommes bons, les inclinant non plus à accumuler pour eux-mêmes, ce qui n'a plus guère de sens et est techniquement impossible, mais à se tourner vers les autres en leur donnant ce dont ils manquent (informés par un Etat « utilitaire »). Où se situe l'économicisme du distributisme ancien ? Dans la croyance – partagée avec les marxistes remarque A. Caillé - selon laquelle notre vie sociale et même morale est entièrement déterminée par notre vie matérielle, économique. Où se situe l'utilitarisme ? Les hommes que décrit J. Duboin ne sont-ils pas censés donner et se donner, dans le plus pur désintéressement ? C'est que ce pur désintéressement n'est rendu possible qu'après avoir comblé leurs besoins, leurs intérêts matériels non moins purs, qui apparaissent donc bien comme premiers (et déterminants). Foncièrement utilitariste dans la rareté, l'homme nouveau, purement désintéressé advient dans et par l'abondance : utilitarisme (celui qui consiste à prêter aux individus des motivations exclusivement intéressées) et anutilitarisme (qui consiste au contraire à lui prêter des motivations purement désintéressées et à les considérer souhaitables) sont ici les deux faces de la même pièce économique.

*Le distributisme historique est marqué par les soucis de « progrès » que permet « la science ». Le sous-titre de **La Grande Relève**, fondée par Jacques Duboin en Octobre 1935, hésite entre « des hommes par la machine » et « des hommes par la science »⁷. Un demi-siècle plus tard nous sommes devenus allergiques à ce genre d'énoncés et c'est cette allergie même qui m'a fait récupérer la technique génialement et vraiment anti-capitaliste du distributisme. Quand j'ai fait paraître **LE DISTRIBUTISME ETHIQUE ET POLITIQUE**, imaginez majubilation quand j'ai pu sous-titrer « la grande relève de la machine par les hommes » !*

⁷ Que j'ai contribué à faire retirer (en 1998).

⁸ 1998. La même année que l'anthologie de Duboin préfacée par A. Caillé, chez le même éditeur.

Venons-en maintenant à ces deux faces utilitariste et anutilitariste d'une même pièce économique. J'avoue que le mot « anutilitariste », me surprend toujours. Vous avez eu l'amabilité de préciser son sens mais cette précision ne m'aide pas à sortir de son buisson d'épines ! Dans sa préface, Alain Caillé reproche à Duboin de développer un « an-utilitarisme », « autrement dit une dénégation de l'intérêt et non son dépassement ». Or c'est précisément ce « dépassement » que j'ai cru trouver chez Duboin, et avec lui une bonne nouvelle, que j'espére toujours apporter au MAUSS, car en matière de dépassement, mettre le clignotant ne suffit pas. Il faut dépasser la vitesse de l'autre, et non se placer dans son sillage en défendant une économie de profits monétaires. Dans sa préface, Alain Caillé écrit : « L'antiutilitarisme fait toute sa place à l'intérêt personnel, y compris matériel ; il reconnaît la légitimité des médiations entre les hommes, et donc celle, en particulier, du marché et de la monnaie. » Ce « donc » implique que le marché et la monnaie sont des données, a priori légitimes, indépassables, forcément porteuses de « médiations » dont l'inventaire manque. « L'anti-utilitarisme tente, simplement, de les maintenir à une place hiérarchiquement seconde par rapport aux intérêts collectifs et d'expression de soi. » Bravo, mais en pratique, dans les médiations marchandisées, que peut-il faire d'autre, ce fier anti-utilitarisme, qu'un continual combat d'arrière-garde, pour rétablir une « primauté » dont le libéralisme se moque absolument ? En pratique toujours, le projet distributiste me semble autrement conséquent, puisque la décision de produire ne dépend plus des profits monétaires qu'il va falloir faire sur le marché - puisque la place de l'intérêt personnel et la médiatisation collective ne sont plus disputée par les profits monétaires, éliminés d'entrée.

Poursuivons : « L'anutilitarisme, écrit Caillé, dénégation fantasmatique de la logique de l'utilité personnelle, au contraire croit possible de supprimer purement et simplement l'intérêt égoïste, le marché et la monnaie, et il s'imagine pouvoir dissoudre le politique, autrement dit le conflit entre les hommes, dans la science et la technique. » Cette réduction du distributisme à une lubie anutilitariste, déniant « l'intérêt » (lequel, de quoi ?) me semble rapide et porteuse de riches confusions. Et donne envie de retourner l'argument, car annuler les effets induits sur les identités, l'adonnement, les différentes formes de don, par les besoins de la croissance monétaire, par les lois du marché, ne serait-ce pas un peu « fantasmatique »... ? Quant au rapport du distributisme avec les sciences et techniques, j'ai déjà indiqué qu'il n'avait rien de fatal, bien au contraire, puisqu'il permet de les dominer, perspective qui a contribué à m'y convertir et à le transformer.

A vrai dire, je ne comprends pas très bien la réponse que vous faites à A. Caillé. Vous balayez un peu rapidement l'économicisme qu'il prête à J. Duboin en le situant étrangement dans les instruments économiques du distributisme – alors qu'il n'est pas là - et non pas pour vous en affranchir, mais pour

l'assumer - « aucune innovation sociale ou politique ne peut échapper à l'énoncé des moyens » [p. 189] - alors qu'il n'y a pas lieu.

Cette formulation me plaît bien ! Le distributisme FAIT un instrument qu'on ne peut éviter de qualifier d'économique. Mais il n'EST pas là. Il propose une technique qu'on classe dans le groupe de techniques dites « économiques ». De là à le dénoncer comme un économisme, c'est une grosse facilité polémique que je balaie, oui, comme tout ce qui tend à ontologiser une conduite, par exemple le bobo qu'on vous a fait en méchanceté humaine. Si jamais M. l'Anti-économiste propose quelque chose, comment fera-t-il pour qu'on ne la classe pas « économique » ? Oh le vilain économiste !

Je récris tous les jours la phrase que vous citez - « Aucune innovation ne peut échapper... » - et l'applique à tous les généreux anti et alter qui passent, qui n'ont rien à proposer « d'autre » qui ne fasse usage de moyens propres au capitalisme pour faire du moins méchant capitalisme ou mondialisme. J'« assume » donc totalement le principe technique de tout distributisme présent et à venir : distribuer les moyens de paiement en proportion de ce qui aura été socialement produit. Ce qui ne veut pas dire que je reprends à ma charge la technique particulière qu'en a tiré Duboin : on peut « chiffrer » les choses aujourd'hui autrement que par de la monnaie. La circulation des marchandises est déjà tous les jours contrôlée par des codes-barres. Les produits de l'activité sociale peuvent circuler sans faire de profits. Pourquoi sont-ils soumis à l'appréciation d'un marché sur lequel ils devront faire le plus de profits possible, et dissuader les concurrents, d'y revenir ? Pourquoi ne seraient-ils pas soumis directement à l'appréciation humaine, celle d'usagers qui en redemanderont ou pas, à qui on ne pourra pas les imposer parce qu'ils donnent du travail, font de la croissance etc., mais qui voudront les reproduire et pourront en faire de plus favorables aux liens sociaux et à l'environnement ?

Critique antiutilitariste du distributisme de la revue PROSPER

Vous ne retenez sérieusement que la critique d'anutilitarisme comme revers d'un utilitarisme foncier. Et c'est en contestant cet anutilitarisme que vous semblez vouloir exonérer J. Duboin de tout utilitarisme. Mais je crois que quand bien même J. Duboin n'aurait pas versé dans un anutilitarisme, son économisme et son utilitarisme resteraient entier : resterait l'idée que notre vie sociale est entièrement réglée par notre vie matérielle ; que la rareté produit l'utilitarisme ; et que l'abondance permet sinon d'en sortir, du moins de le tempérer.

C'est justement pour qu'elle ne subisse plus cette triste réglementation que je pousse l'hypothèse distributiste. Duboin pédale abondance-et-rareté - un couple. J'insiste sur la maîtrise de leurs usages par les usagers qu'autorise

le fait de disposer à vie de la capacité de s'investir dans les activités de son choix.

Votre réponse est d'autant plus surprenante que vous ne contestez pas vraiment l'anutilitarisme de J. Duboin. Vous dites simplement que qualifier d'anutilitariste son distributisme n'est pas juste, moins parce que J. Duboin n'a pas péché par anutilitarisme, que parce qu'il faut lui pardonner : J. Duboin étant « prisonnier » encore à son époque de nombreuses « raretés », on peut comprendre, semblez-vous suggérer, qu'il n'ait pas vu que l'abondance - ou du moins l'accroissement des richesses matérielles - ne produit pas l'anutilitarisme, comme nous pouvons le constater.

Par contre, vous reprenez à votre compte la critique qu'adresse A. Caillé à J. Duboin, et contestez dans le distributisme actuel [*historique*] un quelconque anutilitarisme. Mais étrangement, pour bien marquer que l'on ne peut pas vous taxer d'anutilitarisme, vous brandissez l'étandard de l'utile, alors qu'il s'agit de répondre au fond à la critique de l'utilitarisme que traduit l'anutilitarisme ! Couplée à l'abondance, « la maîtrise par les usagers de leurs usages » permettra que « la machine [...] produise utile » [p. 190]. Certes il n'est pas question que de produire utile, mais également « sain, durable et beau », mais on aimerait savoir quels rapports entretiennent l'utile, le sain, le durable et le beau.

Attention... Posez la question : peut-on qualifier d'« utile » faire malsain, jetable à une vitesse accélérée, frappé d'obsolescence encore plus vite, ou, sinon « laid », n'ayant pas des caractères d'harmonie qui font qu'on a envie de garder un objet toute sa vie ? Réponse et haussement d'épaules : on ne peut pas dire que c'est utile, bien sûr... Eh bien si ! Pour la croissance des profits monétaires ! Une épidémie de brucellose et l'asthme font monter le Produit Intérieur Brut ! Plus on doit courir après du nouveau plus on doit fabriquer, plus ça fait de PIB !

Quand j'ai découvert le distributisme, qu'est-ce que j'ai reçu en tout premier lieu ? Une bonne leçon (une gifle) d'anti-utilitarisme ou anti-economicisme. J'allais disposer d'un revenu « suffisant » (Gorz). Je pourrais donc me consacrer aux activités de mon choix, prolonger ou abolir comme et quand je voudrais les usages dont j'avais hérité avec ma tribu. Est-ce que j'allais devoir obéir au décroissanciste de service quand il viendrait me faire honte de m'asseoir sur une chaise ou dormir dans un lit ? Ecologiquement son raisonnement serait imparable. Je plaiderais donc coupable et rougirais de me réfugier quand même dans de honteuses traditions. Et pourtant j'aurais en tout anti-utilitarisme raison, car dans le cadre du distributisme, où, quand on prolonge les traditions de la tribu, on n'exploite pas son peuple et ne ruse pas pour faire une chaise ou un lit concurrents de ceux de l'entrepreneur d'à côté. Les usages auxquels on émarge ont la beauté, la fantaisie, la gratuité des choix

injustifiables, historiques. Et si vous changez d'usages pour suivre les oukases du décroissanciste ? Aussi économiques soient-ils en matériaux, énergie et transport, les nouveaux déborderont toujours de cette utilité-là. Ils auront une valeur ajoutée, sentimentale ou intellectuelle (de recherche) qui ne se mesure pas. Dans le cadre « économie distributive » ils perdent, paradoxalement, leur importance économique !

Dans le même temps, on le voit, vous semblez prendre vos distances avec l'économicisme de J. Duboin, c'est-à-dire avec sa croyance selon laquelle de l'abondance surgira la société distributiste, puisque ce n'est que couplée à la maîtrise par les usagers de leurs usages que de l'abondance émergera la société distributiste. C'est néanmoins pour retomber dans un autre economicisme, dans la mesure où ce couplage ne vise rien d'autre que « produire utile, sain, durable et beau ». Comme chez Duboin, le remède est dans l'économie, et les maux aussi d'ailleurs. En effet, comment produire utile, sain, durable et beau ? En commençant par supprimer le marché, qui apparaît comme la source de tous nos maux. Ce qu'il faut, c'est « sortir du Marché et [...] distribuer des revenus en relation avec ce qu'on sait produire au lieu de les attendre du profit de ce qu'on ne sait plus vendre » [1998, p. 188-189]. Ce qui d'ailleurs vous conduit à condamner avec vigueur le revenu minimum inconditionnel défendu par A. Caillé, financé par les activités marchandes.

1. *Comment ne pas produire utile, sain, durable et beau - et anti-utilitaire sans limites - à partir du moment où les producteurs, disposant d'un revenu garanti complet, vont pouvoir produire dans des conditions telles qu'ils seront reconnus, estimés, participeront à toutes les étapes de la production, pourront circuler d'une entreprise à l'autre pour accroître encore leurs connaissance techniques et nourrir leur esprit critique ? L'usage du vocable « conditions » connote de l'utilitarisme ? Tant pis. De ces conditions-là, qui portent en germe tous les déconditionnements que « l'anti-utilitarisme » m'a semblé promettre, je ne vois pas pourquoi on aurait honte.*

2. *Le revenu minimum inconditionnel défendu par Alain Caillé a le grand tort de n'être pas SUFFISANT. Gorz a mis le doigt là-dessus et je crois indispensable (utile ?) de l'y tenir. Lors des discussions qui ont eu lieu à TRANSVERSALES en 96-97, les participants admettaient qu'il faudrait le calculer « suffisamment insuffisant » pour que ceux qui ne recevaient que lui ne restent pas chez eux ou n'en profitent pas pour se dorler au soleil. Son principe est généreux mais son application, du point de vue même de l'économie libérale, sous lequel je l'ai d'abord jugé, se retournerait contre elle. Mes anciens élèves et parents d'élèves y trouveraient un « fixe » grâce auquel ils feraient encore davantage d'économie souterraine, donc d'autant moins de taxes redistribuées par les entrepreneurs à l'Etat pour en faire (entre autres) du revenu*

d'existence et du service public. Par ailleurs, pour tous ceux qui chercheraient un travail de complément, on verrait s'instituer une flexibilité que le MEDEF n'a jamais encore osé espérer et une lutte intra-ouvrière plus sauvage que jamais.

3. Quand je dénonce le marché, je dénonce le marché monétaire, la monétarisation des échanges. Je n'y insiste pas assez et suscite un haut-le-cœur sacré, car le Marché ! Ce qui évite de voir que sa conception actuelle est heuristiquement et socialement infirme.

Le distributisme n'a rien contre la multiplication des choix offerts ! Au contraire, il la libère ! Aujourd'hui en effet nos choix sont dictés par les profits que les entrepreneurs en font. Quand une technique n'est pas ou plus assez juteuse en profits, elle est abandonnée. Vous avez le choix entre plusieurs articles, mais dans une gamme étudiée pour l'utilité qu'elle a dans la guerre économique et celle d'usages par lesquels vous êtes obligé de passer (plus de pièces de rechange, obsolescence accélérée, etc.).

En économie distributive, cette « gabegie » n'a plus lieu d'être. La recherche n'est pas supprimée pour autant, bien au contraire, mais quand une production, un service, une hypothèse sont « dépassés », vous l'accueillez sans grave problème (on a son revenu garanti complet), sauterez sur un autre projet et ne perdrez pas la face. Le marché distributiste devient celui de la solidarité dans les échanges et non plus celui du pillage des pays pauvres, auxquels il est pratiquement interdit aujourd'hui de se nourrir eux-mêmes.

Critiques antiutilitaristes croisées : qui sera le plus véritablement antiutilitariste ?

Tel est pris à l'utilitarisme qui croyait prendre ! L'une des mesures préconisée par le MAUSS s'inscrit dans le monde qu'il dénonce, empreint d'utilitarisme, dites-vous. En un sens cette mesure l'entretient, et est donc des plus utilitaristes. Le don que les MAUSSIens proposent par leur RMI n'est que de « rattrapage », « rattrapage des abus du capitalisme » [Ibid., p. 190] Il ne fait que panser les plaies et ne s'attaque pas à la source du mal. Ce qu'il faut, c'est passer du don de rattrapage au « don de création jusque dans l'entreprise », qui sera rendu possible par « la sécurité que procure la mise à disposition des usagers d'un revenu ne dépendant plus des lois du Marché » [Ibid., p. 190]. Mais voilà : alors que vous pensez sortir de l'économicisme (et de l'utilitarisme) par la grande porte de la suppression du marché, vous y entrez par la fenêtre des conditions matérielles d'existence déterminant notre vie sociale et morale... D'où vient cette volonté farouche de sortir du marché ? Peut-être de l'étrange idée que tout ce qui s'inscrit dans le monde marchand, utilitaire, est d'une manière ou d'une autre voué à être gagné par l'utilitarisme, ou à en faire le jeu.

Sans doute vais-je vous surprendre en vous disant que si la solution d'A. Caillé vous semble un peu molle, elle me semble au contraire plus radicale,

précisément parce que le sens du *Revenu Minimum Inconditionnel* n'est pas d'abord économique. Encore appelé « revenu de citoyenneté », son nom même pointe sur le fait que la source de nos maux et leur remède ne sont pas d'abord d'ordre économique, mais éthico-politique. Il rompt ainsi avec notre manière de voir le monde sous l'angle de l'économie. Il n'a en effet de sens qu'à rompre avec l'emprise qu'a sur nos esprits et dans nos actes la croyance selon laquelle « on n'a rien sans rien » comme la présente très simplement A. Caillé, à valoriser d'autres activités que le travail (le revenu de citoyenneté n'est envisagé que couplée avec une baisse du temps de travail et une valorisation de la vie associative), et ainsi à redonner du sens à notre démocratie, la pluralité des conceptions de la vie bonne qui lui est normalement constitutive passant aujourd'hui à la trappe de la seule vie que l'on s'autorise vraiment : celle gouvernée par le travail. Une simple mesure dites-vous... Une mesure qui interroge au contraire l'une de nos croyances les plus fortes je pense, et l'une des moins justes à notre égard, au double sens du terme : non seulement elle ne rend pas compte d'une partie de notre humanité, mais elle ne reconnaît pas notre capacité à sortir de nous-même, le sens que nous pouvons avoir des autres, les beaux gestes que nous faisons parfois etc. Mesure qu'il est possible de mettre en œuvre rapidement, sans difficultés techniques ou économiques insurmontables, le seul obstacle auquel elle se heurte vraiment résistant justement dans cette croyance qu'elle s'attache à ébranler qu'on n'a rien sans rien, bref, dans notre utilitarisme ambiant.

J'ai pleinement adhéré à l'hypothèse du revenu minimum. Je n'ai jamais dit ou laissé dire qu'Alain Caillé et l'équipe de réflexion qui s'était formée autour de cette hypothèse n'avaient pas d'éthique. Ce qui ne m'empêche pas, au contraire, depuis que j'ai été mis sur la piste du revenu garanti, réellement garanti, puisque sur autre chose que sur des profits, et intégral, de penser que l'hypothèse du revenu minimum est ridiculement mesquine à côté de ce que l'équipe Caillé et Cie est capable de penser et d'entreprendre, rien moins que le sauvetage de toutes les identités locales et de la planète elle-même, quand elle acceptera seulement d'étudier attentivement le renversement copernicien proposé par les distributistes.

Et l'adonnement ?

Néanmoins, votre manière de voir le monde sous le signe de l'adonnement, - le loisir de J. Duboin, l'activité faite pour elle-même, par plaisir, indépendamment des bénéfices qu'on peut en retirer, le fait de se donner à quelque chose et à quelqu'un - me semble constituer une belle illustration de ce que voir les choses sous l'angle du don peut signifier. Le seul *hic*, c'est que les conclusions que vous en tirez laissent penser que vous ne semblez pas avoir renoncé à l'idée imprégnée d'économicisme, et au fond d'utilitarisme,

que c'est dans la prospérité (la sécurité matérielle procurée par un revenu inconditionnel) et dans la suppression du marché que nous parviendrons à nous détourner (définitivement ?) de nos appétits utilitaires.

En fait, dans ce bel article (quelle plume !), je vois s'entrechoquer deux anthropologies, deux visions de l'homme. L'une, antiutilitariste, et l'autre, toujours an- et donc utilitariste. Vous reprenez à votre compte, « pour l'occasion » l'hypothèse MAUSSienne que « sous l'homme naturellement intéressé [se cache] un bonhomme historiquement et épistémologiquement construit pour n'être qu'intéressé et que ça n'empêch[e] pas de donner – pas plus que l'Inquisition jamais n'empêcha la terre de tourner » [Lambert, 2006, p. 287]. Je trouve cet essai MAUSSien très réussi. Vous faites très bien apparaître que l'école - et plus généralement notre société - s'élabore dans le refus du don, mais que ce dernier ressurgit dans les interstices de la socialité secondaire, pour parler MAUSSien [Godbout, Caillé, 1992]. « Injurié, à tous les étages de la société, irrépressible, [l'adonnement] cherche d'autres voies, à l'école et hors de l'école et sous la société *montrée* une toute autre société se construit, se reconstruit sans cesse et agit » [Ibid., p. 289]. Le don surgit quand « *l'instit* institue chaque élève tuteur d'un autre », quand « à l'usine, au bureau, on vous propose d'aider un nouveau collègue, de suggérer des modifications »¹⁰ [Ibid., p. 290]. De la société du calcul qui refuse l'adonnement pourtant irrépressiblement désiré pour lui-même, vous êtes sur le point de passer à une conception de l'adonnement qui refuse le calcul, i.e. à une conception non pas an-utilitaire, mais véritablement anti-utilitaire du don. Mais une nouvelle fois, vous condamnez ce don-là au motif qu'il ne serait qu'un « don de rattrapage », qui, renforce le monde tel que nous le connaissons en faisant fonction de « burette à huile » [Ibid., p. 291] du capitalisme. Et vous plaidez une nouvelle fois pour la suppression du marché, censée enfin accoucher du monde rêvé. D'ailleurs, je ne comprends plus vraiment. S'agit-il de supprimer le marché, ou de supprimer toute contamination du don

⁹ Alain Caillé distingue la socialité primaire, ensemble de relations où les personnes comptent davantage que les fonctions qu'elles remplissent, relations opérant prioritairement sous le registre du don, de la socialité secondaire, ensemble de relations où les fonctions comptent davantage que les personnes qui en sont les supports, et qui, elles, obéissent davantage à une logique instrumentale et fonctionnelle.

¹⁰ Ce dernier exemple n'est pas anodin : il est censé faire apparaître combien dans l'univers marchand le don est récupéré, instrumentalisé, « rattrapé » par le marché. Mais ici, l'hospitalité et la participation ne sont-elles pas davantage régies par une logique de rentabilité que par l'esprit du don ? Ne pourrait-on pas d'ailleurs y voir une forme de rattrapage du marché par le don ? Même pris dans un management participatif motivé par le souci de rentabilité - personne n'est dupe - une force irrépressible nous pousse à nous donner, à faire plus que ce qui est contractuellement défini.

par le marché, la déconnexion des revenus donnés « du berceau jusqu'au tombeau » des richesses qu'il produit étant censée rendre possible le véritable adonnement qui procède non pas d'un don de rattrapage mais d'un don de création, aussi « inconditionnel » que celui qui est censé le générer ?

Magnifier les échanges réciproques et gratuits, ne plus détériorer, humilier la jubilation d'apporter quelque chose de positif, par des calculs monétaires, des comparaisons écrasantes... Le « marché » distributiste « donne » à profusion tout leur « prix » aux choses sans prix¹¹. Un objet, un service, n'ont pas besoin d'être dispendieux en énergie et matériaux, de prouver qu'ils valent monétairement cher pour avoir « du prix ».

C'est d'ailleurs une des raisons pour laquelle je combats le maintien, chez les distributistes historiques, d'un chiffrage monétaire. Car même si la monnaie s'annule au moment du passage en caisse, on verra encore passer un chiffre plus élevé qu'un autre.

Quoiqu'il en soit, les conclusions que vous tirez ne peuvent pas s'étayer sur l'anthropologie dont vous vous réclamez « pour l'occasion ». Anti-utilitaire, s'opérant dans le refus du calcul et du marché, de l'échange donnant-donnant, le don tel que nous le concevons suppose le calcul et le marché. En ce sens, le marché n'est pas moins éternel que le don lui-même. Dans les sociétés archaïques, nous montre Mauss, le marché existe.

Effectivement, mais c'est « le mien », qui entre mieux me semble-t-il dans l'épure anti-utilitariste, que celui des profits monétaires que vous défendez bec et ongles et confondez subitement avec « le marché » des sociétés archaïques, qui ignorent l'argent !

Elles le tiennent simplement en piètre estime et ne s'autorisent les richesses qu'il permet d'accumuler que dans la mesure où elles alimentent le don lui-même. Autrement dit, le marché y est au service du don.

Voilà, elles pratiquent le distributisme tel que je le conçois : elles ne mettent plus les produits et service au service des profits monétaires - et de puissance.

Apparemment plus radicale, la solution distributiste l'est moins. Qu'il s'agisse de supprimer le marché (on sait où cela nous a mené), ou d'éviter toute contamination du don par le marché (abandonné pour le coup au pur calcul comme ne l'auraient jamais rêvé les libéraux !), demeure l'idée que c'est affranchis de ce qui suscite nos appétits utilitaires – le marché – que nous nous ferons enfin véritablement donateurs. Mais cette volonté de s'affranchir du marché pour ne plus

¹¹ Jean Duvignaud 2001 : *Le prix des choses sans prix*, Actes Sud

être en proie à nos appétits utilitaires ne traduit-elle pas la croyance que nous sommes bien d'abord d'incorrigibles marchands ? Non. Nous sommes d'abord d'incorrigibles donateurs. À ce point incorrigibles d'ailleurs que, comme vous le remarquez très bien, même dans une société qui s'est imaginairement instituée sous le signe de la raison, dans le déni du don ou dans son refus, le don surgit là où l'on s'y attend le moins.

Le distributisme sous l'angle du don

J'en viens maintenant à un essai de traduction possible du distributisme dans le langage du don, vous me direz ce que vous en pensez. Qui donne quoi, à qui, comment, en vue de quoi ? Qui donne ? Tous. Quoi ? La prospérité. À qui ? À tous. Comment ? En supprimant le marché...

...Non : la concurrence marchande ! ...

...et en distribuant le même revenu à tous, d'un montant global équivalent à la valeur de ce qui est produit, avec impossibilité d'accumuler les revenus ainsi distribués. En vue de quoi ? La liberté, l'égalité, la fraternité, la démocratie pleine et achevée. Au fond, le distributisme n'aurait-il pas pour devise : « La liberté, l'égalité et la fraternité par la prospérité » ?

Pas une prospérité de pourceaux. Celle de recherches, d'expériences menées d'une manière transparente. Une prospérité psychologique, faite de la possibilité d'initiatives multiples, d'une attentivité libérée envers les choses et les personnes, d'une expérienciation permanente, gratuite, anti-utilitaire dans son principe, puisque nos entreprises ne tiendront jamais leur « vérité » que de l'équilibre, précaire, auquel elles parviennent... Où la vérité « ne se montre que pour rire sous cape »... (c'est dans Breton).

Toutes les doctrines morales et politiques peuvent être ainsi appréhendées sous l'angle du don, même lorsqu'elles véhiculent une autre manière de voir le monde. Il en est ainsi du distributisme, qui voit dans la « PROSPERITÉ » matérielle la solution à nos maux conforte notre croyance du primat de l'économie.

S'il vous plaît, veuillez tenir compte de ce que j'ai précisé ci-dessus. PROSPER ne voit pas QUE la prospérité matérielle. La technique distributiste permet de la donner et de la dominer, ce dont le capitalisme n'a jamais été et ne sera par construction jamais capable, qui laisse aujourd'hui encore mourir des millions d'hommes de faim et de misère. Mais elle la donne et la domine « comme par surcroît », comme il est dit dans la Bible. Elle n'a pas le nez dessus, sur le guidon, comme l'alternmondialiste et l'anticapitaliste visant à la réduction des abus du système. Elle propose un outil qui manque pour

l'instant à l'anti-utilitarisme, qui se défaisse de ce manque en faisant confiance au Marché. Persisterez-vous dans votre condamnation de PROSPER auprès des Maussiens rien que parce que l'outil proposé est de caractère économique ? Faut-il nous diaboliser parce que nous précisons - oh le vilain économisme ! - « monétaire » après « croissance » ? Ou mettre à l'étude une hypothèse à la construction de laquelle ce que j'ai reçu de l'anti-utilitarisme et lui dois n'est pas étranger ?

Tant que le distributisme considérera qu'il nous faut nous affranchir de nos appétits utilitaires en les comblant par la prospérité (un revenu égal pour tous) et/ou par la suppression de ce qui est censé les susciter (le marché), tant qu'il considérera que la source de nos maux et leur remède résident dans l'économie, il exprimera davantage les croyances sur lesquelles repose le monde qu'il dénonce qu'il ne s'en émancipera, et dont il s'agirait pourtant de se déprendre un peu.

Voilà une conclusion peut-être un peu brutale, mais qui je l'espère nourrira encore des discussions amicales et fructueuses. Car à n'en pas douter, le distributisme donne à penser tant par sa critique antiutilitariste du capitalisme, que par ses formules détonnantes pour en sortir, même quand on n'y souscrit pas.

Amicalement
Sylvain

Bibliographie

- CAILLE, A., 1989 (Réed. 2003), *Critique de la raison utilitaire. Manifeste du MAUSS*, La Découverte
- , 1998, « Préface », in J. Duboin, *Le socialisme distributiste*, L'Harmattan.
- , 2000, *Anthropologie du don, le tiers paradigme*, Desclée de Brouwer.
- DUBOIN, J., 1998, *Le socialisme distributiste*, Présentation et choix de textes par Jean-Paul Lambert, L'Harmattan.
- GODBOUT, J.-T. (avec la collaboration d'A. CAILLE), 1992, *L'esprit du don*, La Découverte.
- LAMBERT, J.-P., 1998, « Prendre acte et actualiser. Réponse à Alain Caillé », in J. Duboin, *Le socialisme distributiste*, L'Harmattan.
- , 2006, « Donner et s'adonner. Pour un discours éducatif amoureux », *La Revue du MAUSS semestrielle* n°28, « Penser la crise de l'école », MAUSS/la Découverte.
- MAUSS, M., 1995 (1923-24), « Essai sur le don », in *Sociologie et anthropologie*, PUF.

PROSPER

19

p. 3. **Entre accord et refus**

Comment envisager un changement de modèle ? Réflexions accompagnées de celles de Jouary et Spire dans Penser les révolutions.

p. 6. **Creuse toujours**

Texte d'une intervention au rassemblement des Objecteurs de Croissance à Royre (Creuse) en Août 2007. Décroissance matérielle et croissance monétaire.

Cconditions requises pour avoir le droit de s'afficher « anticapitaliste ». Le salut de la planète est trop grave pour le confier aux seuls écolos.

p. 10. **PROSPER fait son marché**

Résumé des trois « marchés » précédents

p. 11. **PROSPER fait son marché**

ch. 4 : au rayon décroissant

19-22, pages couleur, au centre :

les sentiers de la collaboration

p. 23. **PROSPER fait son marché,**

ch. 5 : visite au rayon anti-utilitaire

Une réinterprétation de « l'anti-utilitarisme ». Toutes les conduites ont à voir avec l'utile, et à « desserrer les utilités ». Le « don » n'a de particulier que de s'inscrire dans des institutions prédisposées pour le « desserrement ». Dans l'hypothèse distributiste, « donner, recevoir, rendre » apparaissent comme trois figures de libération et non plus d'obligation.

29. **L'anti-utilitarisme en boussole multipolaire.**

Dans la mesure où toute conduite se réfère à des utilités soit pour les « desserrer », soit pour les reconnaître (ce qui dans les deux cas produit des effets de liberté), leur « anti-utilitarisme » ne peut servir de critère pour choisir – la croissance ou la décroissance, par exemple. Reste, au-delà de toute vérité, la mise en observation de tout choix comme expérience.

33. **Débat : Distributisme, économicisme, utilitarisme.**

Sylvain Dzimira s'interroge et nous interroge...

PROSPER

Les Salles, 30570 - VALLERAUGUE

Responsable de la publication, Jean-Paul Lambert

ISSN : 1621-5540

04 67 82 22 70

courriel : prosper.dis@wanadoo.fr

WWW : prosperdis.org

abonnement : 25 euros